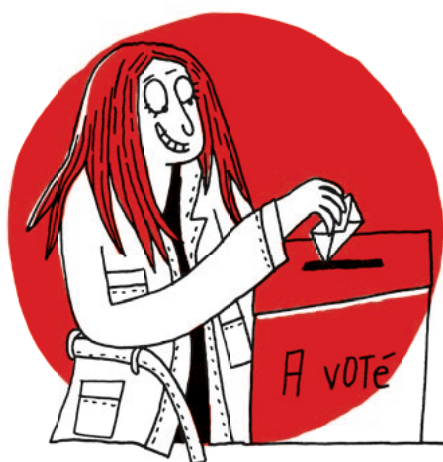


CAUSES

COMMUNES

TRIMESTRIEL DES SOCIALISTES
VILLE DE GENÈVE



FÉMINISMES

MARS - AVRIL 2020

54

UN NUMÉRO FÉMINISTE DE PLUS ?

COMITÉ DE RÉDACTION,
CAUSES COMMUNES

Lorsque nous avons décidé de faire un numéro de Causes Communes pour le 8 mars, journée internationale des droits des femmes, certain-e-s nous ont dit : Encore? Mais vous en faites un chaque année? Vous n'avez pas peur de vous répéter? C'est vrai, chaque année, nous sortons un numéro spécial féminisme. Et plutôt deux fois qu'une quand, comme l'année passée, la journée de grève des Femmes* du 14 juin nous y invite.*

À celles et ceux qui disent : N'avez-vous pas peur de vous répéter? Nous répondons : C'est la répétition des situations inégalitaires et la violence sociale qui nous inquiètent. Ce qui nous alarme, c'est la lenteur de l'évolution sociale. Et nous continuerons d'écrire et d'agir tant que ce sera le cas. Nous n'avons pas peur de la répétition. Nous avons un message fondamental à faire passer : celui de l'égalité.

Le tableau est sombre

Notre inquiétude n'est pas de redire encore et encore la même chose. Nous le ferons jusqu'à ce que l'égalité soit une réalité. Nous continuerons jusqu'à ce que les femmes*, à travail égal, aient un salaire égal ; que les postes à responsabilité soient tout autant occupés par des femmes que

des hommes, que la moitié de la population suisse ne soit pas systématiquement déconsidérée pour des questions de genre et que cessent le harcèlement et les violences sexuelles. Malgré une vague violette ayant amené davantage de femmes au Parlement national cet automne, déjà des mesures sexistes et inégalitaires y ont été prises.

La violence domestique à Genève bat des records

Les infractions pénales commises dans la sphère privée ont augmenté de 31 % en 2018! Celles-ci représentent désormais la moitié de l'ensemble des 4002 actes de violence enregistrée durant l'année par la police. Les victimes de ces infractions sont d'une manière écrasante des femmes*, alors que La LAVI (centre genevois de consultation pour les victimes d'infraction) a dû réduire ses permanences téléphoniques par manque de moyens, etc.

L'égalité : maintenant!

La pose, en Ville de Genève, de panneaux de signalisation féminisés a aussi montré combien le débat sur la place des femmes* dans notre société est important à mener et combien la distance qui nous sépare de l'égalité est longue. La violence des attaques contre notre magistrate Sandrine Salerno en témoigne. Comme Christiane Brunner le répétait et comme Liliane Maury Pasquier le redit : *quand on n'avance pas, on recule*. C'est simple comme bonjour, confondant de lucidité. Par conséquent, chaque année, nous martelons un message clair : *L'égalité, maintenant!* Ce n'est pas une lubie, mais une obligation constitutionnelle.

Un programme pour y arriver

Le PS s'engage pour les droits des femmes* ici et maintenant, pour transformer les revendications en actes politiques jusqu'à ce que l'égalité soit atteinte. Nous nous engageons à éliminer toutes les discriminations et les violences faites aux femmes* et à imposer la mixité dans les organes de pouvoir et les commissions décisionnaires. Nous nous engageons à promouvoir un congé parental de 38 semaines, l'égalité salariale. La gestion de la famille ne doit plus reposer uniquement sur les femmes*. Nous voulons encourager l'égalité en favorisant les temps partiels, les congés sabbatiques, les horaires adaptés et l'annualisation du temps de travail. Il y avait 75'000 femmes* dans la rue le 14 juin 2019 à Genève et des centaines de milliers en Suisse. C'est leurs voix que nous relayons.

Le 15 mars, pour l'égalité : Liste 1

Nous avons l'opportunité, pour atteindre l'égalité, de compter sur 46 candidat-e-s compétent-e-s et motivé-e-s pour remporter les élections municipales le 15 mars. Au Conseil administratif, Sami Kanaan et Christina Kitsos sont un magnifique ticket égalitaire, accompagné des Vert-e-s Frédérique Perler et Alfonso Gomez. Pour plus d'égalité, et que nous n'ayons pas à nous répéter durant des décennies avant que l'égalité ne soit atteinte.

Votez la liste 1 le 15 mars 2020, au Conseil municipal et au Conseil administratif de la Ville de Genève. Votre voix compte... on ne le répétera jamais assez!

CAUSES COMMUNES

TRIMESTRIEL ÉDITÉ PAR LE PARTI SOCIALISTE DE LA VILLE DE GENÈVE

15, rue des Voisins
1205 Genève

www.ps-geneve.ch

Un journal 100% pensé, conçu et réalisé à Genève!
Envie de soutenir Causes Communes : abonnez-vous!
Envoyez vos coordonnées à psvg@ps-geneve.ch
Finance d'inscription : 20.-/année
CCP : 12-12713-8

Coordination rédactionnelle : Sylvain Thévoz.

Comité rédactionnel : Olivia Bessat, Jorge Gajardo, Paul Ghidoni, Ulrich Jotterand, Salma Selle.

Ont collaboré à ce numéro : Berfin Açığ, Léandre Ackermann, Corinne Goehner-da Cruz, Sami Kanaan, Christina Kitsos, Marylène Lieber, Karelle Ménine, Liliane Maury Pasquier, Amanda Ojalvo, Kaya Pawlowska, Maria Vittoria Romano, Sandrine Salerno, Léna Strasser, Martine Sumi, Fanny Vaucher, Andjela Valičković, Valérie Vuille, Dorina Xhixu.

Illustrations : Adrienne Barmann.

Maquette et mise en page : Atelier supercotte.

Impression : Imprimerie Nationale, Genève.

Tirage : 3000 exemplaires sur papier recyclé.



POUR L'ÉGALITÉ!

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

CHRISTINA KITSOS
& SAMI KANAAN



Causes Communes : À quoi ressemble ton engagement féministe au quotidien ?

Christina Kitsos : Je m'applique constamment dans mes actes et lors d'échanges à faire respecter l'égalité entre femmes et hommes. J'observe que nous subissons encore beaucoup de pressions et de remarques liées à des stéréotypes sexistes. Je me bats pour déconstruire ce qui est socialement attendu d'une femme ou d'un homme.

Sami Kanaan : En tant qu'homme cisgenre, je dois accorder une attention particulière à agir réellement en faveur de l'égalité et contre toute forme de discrimination, même insidieuse et cachée, ce que je fais de manière aussi consciente et assidue que possible, aussi bien dans mes domaines de responsabilité (culture et sport) que dans l'action publique en général ou dans mon attitude personnelle.

CC : De quelle manière ton genre a-t-il influencé ton parcours ?

CK : J'ai été, comme toutes les femmes, dans l'obligation de démontrer (beaucoup plus que les hommes) mes compétences et ma légitimité. Mon apparence physique, mes vêtements suscitent souvent des commentaires discutables et parfois désobligeants. Nos camarades masculins ne traversent pas les mêmes épreuves.

SK : J'ai grandi dans un milieu familial assez classique dans la vision des choses. Ma perception des enjeux de genre et notamment d'égalité a commencé alors que j'ai débuté mon engagement militant au sein du mouvement étudiant suisse et européen, puis au sein du PS, et avec notamment la première grève des Femmes en juin 1991.

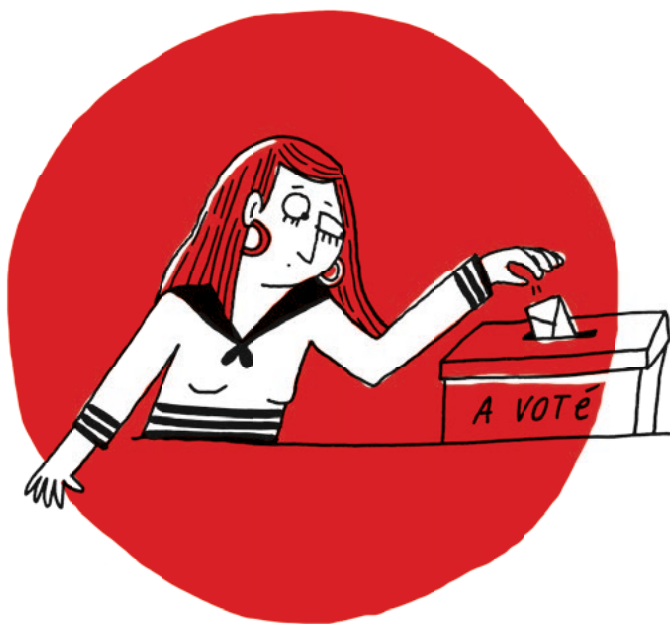
CC : As-tu reçu une éducation fondée sur un modèle d'égalité et de refus du rapport dominant homme-femme ?

CK : J'ai la chance d'avoir une famille très ouverte sur ces questions. Par contre, l'école n'est pas toujours un lieu d'émancipation pour les filles. J'en garde d'excellents souvenirs, mais j'ai vécu aussi des formes de discrimination sexiste qui m'ont beaucoup marquée. Comme la plupart des femmes, évidemment. Je ne fais pas exception.

SK : Pour ma part non, pas de manière aussi explicite. La situation dans ma famille n'était pas complètement inégalitaire mais tout de même assez classique de l'époque. Dans la famille de ma mère, il paraissait évident à mes grands-parents que les garçons pouvaient aller à l'université, mais pas les filles.

CC : Que peut faire le socialisme pour le féminisme ? Et l'inverse ?

CK : Le socialisme est à l'avant-garde du combat pour l'égalité. Nous devons aujourd'hui davantage intégrer le discours d'égalité et notamment la réalité des femmes dans nos propositions sociales et économiques. Les femmes et les mères cheffes de famille sont frappées de plein fouet par la précarité et la pauvreté dans notre pays. Il faut davantage en tenir compte dans nos réflexions et nos actions et mieux les cibler. De nombreuses femmes socialistes, comme Christiane Brunner, Micheline Calmy-Rey, Ruth Dreifuss, Liliane Maury Pasquier, Laurence Fehlmann Rielle et Sandrine Salerno, sont à différents égards des pionnières et des modèles. Il est primordial d'avoir des figures d'identification pour aider à enlever les barrières conscientes ou inconscientes



qui bloquent souvent les femmes dans des schémas stéréotypés.

SK : Le socialisme est depuis ses débuts un fer de lance de la lutte pour une égalité réelle et complète ; et il doit continuer à en faire une priorité majeure, en étant attentif à l'appliquer aussi dans ses propres codes et fonctionnements. Le féminisme fait partie des causes qui maintiennent une saine pression sur le mouvement socialiste pour éviter un relâchement et des compromis excessifs.

CC : Quel devrait être le rôle des hommes pour une société plus égalitaire ?

CK : Des hommes libres et heureux d'être à égalité avec les femmes. Des hommes épanouis au-delà des schémas de la virilité traditionnelle. Des hommes partenaires au plein sens du terme dans tous les domaines ! Le féminisme libère aussi les hommes.

SK : Des alliés engagés et respectueux ; ne pas parler au nom des femmes et de leurs diversités, mais les appuyer réellement dans leur combat, dans tous les domaines, ce qui signifie aussi partager le pouvoir, la visibilité et les ressources, entre autres.

CC : Que penses-tu des quotas en faveur de l'égalité ?

CK : C'est une mesure transitoire qui peut enclencher une dynamique positive et volontaire en faveur de l'égalité. J'y suis favorable dans cet esprit.

SK : Indispensables au vu des retards dans de nombreux domaines, et de la lenteur des progrès sans quotas.

CC : L'administration est-elle féministe ?

CK : Elle a fait d'énormes progrès notamment grâce à l'impulsion de Sandrine Salerno. Nous devons poursuivre le travail sur la prévention du harcèlement sexuel et sexiste, la promotion des femmes aux postes à responsabilité, le temps partiel inégalement réparti, le renforcement du congé paternité, etc.

SK : La Ville de Genève cherche à être exemplaire et ma collègue Sandrine Salerno a apporté une forte dynamique dans ce domaine dès son arrivée. Les résultats sont là : l'égalité salariale ; l'introduction d'un congé paternité de 4 semaines il y a une dizaine d'années déjà ; la forte proportion de femmes cadres ; et bien sûr l'ensemble des actions portées par la Ville dans son action publique, par exemple la lutte contre le sexisme. Mais il y a sûrement encore des progrès à faire.

CC : Comment lutter contre les violences domestiques ?

CK : Par l'éducation dès le plus jeune âge. La campagne de prévention des violences au sein des jeunes couples menée par AVVEC en collaboration avec le DIP est exemplaire à ce titre. Tout comme la campagne lancée par Liliane Maury Pasquier sur les violences faites aux femmes, *#Pas-DansMonParlement*, ou encore celle lancée dernièrement par Sandrine Salerno, *Objectif Zéro Sexisme dans ma Ville*, qui traite de manière plus large des violences à l'encontre des femmes dans l'espace public.

Il faut aussi permettre aux victimes de s'exprimer dans des lieux où elles peuvent être écoutées, entendues et soutenues. Une formation adéquate de la police et des travailleurs-euses sociaux-ales est primordiale. Il apparaît fondamental également

de renforcer les structures protégeant les femmes (accueil d'urgence, associations, logements relais, etc.), d'augmenter le nombre de travailleurs-euses sociaux-ales hors murs, de mettre en place un dispositif de médiation de nuit et d'initier des projets de réinsertion sur le marché du travail pour les femmes. En outre, le cadre juridique doit évoluer pour libérer la parole des femmes, vaincre l'impunité et prendre en charge les auteurs de violence pour éviter la récidive.

SK : Malgré les mesures déjà en place, elles restent bien trop présentes dans notre pays, avec plus de 20 femmes qui meurent chaque année sous les coups. Il faut massivement renforcer encore la sensibilisation et les outils permettant aux femmes de dénoncer de tels faits, et d'être bien protégées et accompagnées, et aux coupables d'être clairement sanctionnés. Mais il faut aussi travailler plus sur le genre masculin et enfin assumer une démarche contre le masculinisme, soit ouvrir et valoriser la diversité des masculins pluriels.

CC : C'est quoi le sexisme ordinaire pour toi ?

CK : La somme des préjugés qui enferment les petites filles avant même d'être nées. Et qui continuent de peser sur leurs choix tout au long de leur vie. Remarques sur les tenues vestimentaires. Préjugés sur l'amour des sciences, les résultats scolaires en maths et sur le choix de filières traditionnelles dites féminines. Apprentissage de comportements de soumission dès l'enfance, etc. Le sexisme, c'est aussi l'encouragement des garçons à réfréner et à verrouiller leur sensibilité au profit de comportements agressifs.

SK : C'est pour moi celui de tous les jours, dans les langages, les attitudes, les choix conscients ou inconscients qui discriminent des femmes...

CC : En finir avec le patriarcat : une utopie ou une nécessité ?

CK : Une nécessité pour libérer les filles comme les garçons des conditionnements qui limitent leur horizon et pénalisent leur vie. Il y a des liens clairs entre l'ignorance et la pauvreté des femmes. Des liens entre le statut des femmes et les désastres en matière de santé et d'éducation. Les pays qui privent les femmes du savoir en subissent de plein fouet les conséquences. L'émancipation des femmes est une clé du développement écologique et durable et des progrès culturels et sociaux.

SK : Une utopie qui est une nécessité !

CC : Le PS présente une femme et un homme comme candidat-e-s au Conseil Administratif de la Ville de Genève, constates-tu une égalité de traitement dans la campagne ?

CK : Non, je ne pense pas être à égalité, car le statut de femme véhicule un lot de clichés. Et si on ajoute la maternité, ça devient le comble ! La quasi-totalité des femmes doivent faire face à des questions concernant leur vie privée, leur capacité – ou parfois une sous-entendue incapacité – à être une élue politique et une mère. Si une femme politique s'affirme, elle est souvent perçue comme trop ambitieuse, ce qui entame son capital de sympathie. Si elle se fait parfois discrète, on va tenter de faire croire qu'elle n'a pas le format pour le rôle et qu'elle est insignifiante. Mais cela ne gâche pas mon plaisir de me battre pour mon parti et pour mes idées. On ne peut pas changer toute la société si facilement.

SK : Au niveau de la campagne du parti, l'égalité est respectée. Pour la campagne en général, je constate encore un sexisme réel, car on pose à Christina des questions en sa qualité de jeune mère qu'on ne poserait pas à un jeune père, et ceci doit enfin changer. J'ai aussi plus de visibilité globale en étant un magistrat sortant, comme j'avais pu le constater lorsque j'étais dans

la même position que Christina en 2011 aux côtés de Sandrine Salerno qui se représentait.

CC : Penses-tu que la grève du 14 juin dernier a fait bouger les lignes de l'égalité en politique ? As-tu vu une évolution au sein du Conseil administratif/du Conseil municipal ?

CK : Les lignes bougent doucement, car les habitudes restent fortes, les stéréotypes puissants. Les mentalités sont celles qui évoluent le plus lentement. J'espère que le Conseil municipal et le Conseil administratif de la prochaine législature auront une majorité de femmes élues.

SK : Pas assez, en tout cas au Conseil municipal.

CC : L'Agenda 21 est à la source de bien des initiatives pionnières en Ville de Genève, y compris en matière d'égalité. Est-il une priorité pour toi ?

CK : Oui, c'est clairement une priorité qui doit être étroitement articulée avec le secteur des Ressources humaines et les options en matière de politique sociale. Les campagnes grand public très créatives doivent perdurer. Le remarquable travail réalisé par Sandrine Salerno dans ce domaine doit être reconnu et poursuivi.

SK : Je suis d'accord. Il faut d'ailleurs continuer à le développer de manière transversale à toutes les politiques publiques municipales.

CC : Que réponds-tu aux détracteurs et détractrices des panneaux inclusifs lancés par Sandrine Salerno en janvier dernier ?

CK : C'est une initiative à valeur concrète et hautement symbolique qui mérite d'être saluée. Pourquoi combattre cette belle diversité illustrée dans la rue ? Cela nous indique que l'espace public reste un enjeu énorme en matière de liberté pour les femmes et les minorités LGBTIQ+.

SK : Ces mêmes personnes ne sont pas offusquées de l'omniprésence de clichés masculins ou masculinistes dans l'espace public jusqu'à présent. Et les panneaux

portent de manière sympathique une « chouette diversité », pour reprendre les mots de Sandrine Salerno.

CC : Le langage épïcène : qu'en penses-tu ?

CK : Le langage est un véhicule de la pensée : il n'est pas neutre. La langue française mérite d'être revisitée pour faire place au féminin. Le masculin universel est un piège grammatical et politique. Nous avons la responsabilité de dépasser cet obstacle et on peut parfaitement y parvenir sans alourdir les textes. Cela nécessite un peu d'ingéniosité et de savoir-faire.

SK : Le langage épïcène est pour moi un outil indispensable au service de la visibilité, y compris par les réactions qu'il provoque. J'aime y voir un exercice de contraintes créatives aussi, à la manière de l'Oulipo.

CC : Qu'as-tu prévu pour le 8 mars ?

CK : Je vais participer aux différents événements organisés dans notre ville avec les candidates socialistes aux prochaines municipales.

SK : Je ne sais pas encore, je verrai ce que je peux faire d'utile pour soutenir les activités du jour.

CC : Participeras-tu à la semaine de l'égalité ?

CK : Oui, bien sûr ! J'y participerai activement et avec conviction dès son lancement officiel par notre Maire Sandrine Salerno et Sami Kanaan. Je me rendrai également au vernissage de l'exposition consacrée au 60^e anniversaire du droit de vote et d'éligibilité des Genevoises ! Un moment fort et déterminant ! Je me réjouis aussi de la discussion autour de la série *Borgen* qui articule pouvoir politique et place des femmes.

SK : Comme chaque année, je vais l'inaugurer avec Sandrine Salerno. Les bibliothèques municipales travaillent chaque année avec le Service Agenda 21 à proposer une bibliographie spécifique à la thématique, ainsi que des expositions, tables rondes et événements. Je me réjouis !

LE 15 MARS

VOTEZ LISTE N°1

2020.PS-GENEVE.CH

Les Socialistes
**SOLIDAIRES ET
ENGAGÉES**



Elections municipales
le 15 mars 2020
Ville de Genève
Liste 1



Parti socialiste Ville de Genève, Les Verts | 2020 | Liste n° 1
Elections municipales du 15 mars 2020 | Ville de Genève
Photo: Collignon | Conception graphique: Baum | Impression: Cédric Gatti

Sami Kanaan
Frédérique Perler
Christina Kitsos
Alfonso Gomez
au Conseil administratif

NI PLAN DE CARRIÈRE NI CLAP DE FIN

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

LILIANE MAURY PASQUIER



Après plus de vingt-quatre années d'engagement parlementaire à Berne, dont 12 ans comme conseillère nationale, avec la présidence en 2002, et 12 ans au Conseil des États, Liliane Maury Pasquier tire sa révérence. Figure de proue de la lutte pour l'égalité femme-homme, éminemment respectée bien au-delà des cercles du Parti socialiste, son intégrité, son éthique, et sa simplicité en ont fait une personne très écoutée et profondément respectée. L'occasion, alors qu'elle quitte aussi la Présidence de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, de faire le point avec elle sur son engagement et sa carrière politique.

CC : Liliane, quels sont les faits marquants que tu retiens de ces années passées à Berne ?

LMP : D'abord mon année de présidence du Conseil national, forcément. Ce fut une occasion exceptionnelle de représenter le parlement et la Suisse, tant ici qu'à l'étranger, et l'occasion pour moi de mieux connaître notre pays. C'est aussi l'année où l'on a voté sur l'adhésion de la Suisse à l'ONU. Je me suis fortement engagée dans cette campagne, animant un comité genevois. Ce fut certes plus facile d'en parler au bout du lac qu'à Glaris ! Mais je suis allée partout. La Suisse est entrée à l'ONU le 3 mars 2002. Nous sommes le seul pays à l'avoir fait via une votation populaire. J'en suis très fière. Beaucoup de choses se sont passées en 24 ans. Concernant l'égalité, nous avons avancé avec la dépénalisation de l'interruption de grossesse (2002), la création de l'assurance maternité (2005) et avec de nombreux votes ayant permis de tendre vers l'égalité femme-homme. Concernant les questions LGBTIQ+, nous avons progressé, même si on n'en est pas encore au mariage pour toutes et tous, incluant le droit de séjour pour la conjointe ou le conjoint, le droit à l'adoption, etc. Globalement, on a changé d'époque, mais ce fut dur, ce fut lent, et nous sommes encore loin du compte.

Pourquoi n'est-on pas encore arrivé à l'égalité ?

Il y a de multiples raisons. Mais peut-être a-t-on cru trop tôt que c'était arrivé. Après les années 90, c'était devenu un gros mot de se dire féministe. Les plus courageuses disaient : *Je ne suis pas féministe mais...* quand elles étaient sensibles aux questions d'égalité. Certaines femmes ne voulaient pas de quotas, ni être traitées différemment. D'autres en avaient tellement bavé qu'elles étaient coriaces envers les autres femmes. Certaines se défendaient de promouvoir les femmes. La droite dure était aux commandes. On n'a donc pas avancé autant que l'on aurait pu et dû.

Y a-t-il eu des reculs manifestes ?

Clairement, notamment concernant l'asile et les réfugié-e-s. On a là constamment perdu du terrain. Les lois ont été régulièrement durcies. L'UDC a été un facteur régressif pour toutes les questions liées à l'asile et, plus largement à l'égalité.

Comment peut-on accélérer le mouvement vers l'égalité ?

En gagnant un combat après l'autre, et en ne lâchant jamais rien. Christiane Brunner disait toujours : *En termes d'égalité, quand on n'avance pas on recule.* C'est d'une simplicité confondante. Et, précisément, si on n'avance pas, on revient très vite aux comportements anciens, aux habitudes inégalitaires. Changer les codes connus demande un effort. S'il n'y a pas une lutte constante pour la promotion des femmes, on continuera de reculer.

De quelle manière as-tu été confrontée au sexisme au cours de ta carrière ?

Une anecdote. Au début de ma carrière, j'étais en voyage à l'étranger. On avait une séance de commission avec un rendez-vous dans le hall d'un grand hôtel. Il y avait là des jeunes femmes réunies. Je me suis approchée. La première question qu'elles m'ont posée était : *Il est où ton parlementaire ?* J'ai répondu : *LA parlementaire, c'est moi.* Elles étaient littéralement scotchées. C'était inconcevable pour elles. Le sexisme est une réalité évidente, constante. Il l'a toujours été. Le changement maintenant est que les femmes osent le dénoncer, et leur parole trouve enfin un écho. L'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a réalisé une étude en 2018 sur le sexisme, le harcèlement, et les violences sexuelles dans les parlements. Le résultat ? Plus de 80 % des femmes - parlementaires ou travaillant au service du parlement - ont été victimes de harcèlement au parlement. Plus d'un tiers avaient été victimes de violences sexuelles. Cette situation est inacceptable, raison pour laquelle nous avons lancé la campagne *#PasDansMonParlement*.



Tu as assumé la Présidence de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe depuis septembre 2018. Que t'a apporté cette expérience ?

Siéger au sein de cette Assemblée a changé mon regard sur la Suisse et l'Europe. Cela m'a permis de mieux comprendre ce qui se passe en Suisse, vu de l'extérieur. J'ai découvert que l'on n'est ni meilleur-e-s ni pires que les autres. On est au cœur de l'Europe, pleinement Européen-ne-s. J'ai découvert que l'assemblée parlementaire est à l'origine de 40 % des 220 conventions du Conseil de l'Europe. Une des plus récentes est celle dite d'Istanbul, contre les violences domestiques et les violences faites aux femmes. C'est une convention, qui dispose d'un outil de surveillance et de suivi. La Suisse l'a d'ailleurs ratifiée dernièrement. Quant à la présidence, c'était une opportunité exceptionnelle d'assumer – comme quatrième femme seulement, en 70 ans d'histoire ! – une fonction assez déterminante pour permettre à l'Assemblée de sortir de la situation de crise dans laquelle elle s'est trouvée, aussi bien sur le plan interne (relations entre les organes statutaires, affaire de corruption) qu'externe (notamment avec la Russie et l'Ukraine).

Comment as-tu vécu la journée de grève du 14 juin l'année passée ?

Avec beaucoup d'émotion, comme tout le monde. Être parmi ces dizaines de milliers de femmes dans la rue était quelque chose d'incroyable. J'avais participé à la grève de 1991, c'était déjà quelque chose. Mais ce qui m'a beaucoup touchée en 2019 est d'y

retrouver des femmes de tout âge. Après une longue période où l'on pensait que les jeunes femmes ne se sentaient plus concernées par la lutte pour l'égalité, on les a retrouvées, marquant la fin de cette période pendant laquelle on semblait croire qu'il n'y avait plus besoin de s'engager pour l'égalité. Les deux grèves ont produit des fruits. La première grève a permis, entre autres, de transcrire dans la loi l'article constitutionnel sur l'égalité. La deuxième a permis d'augmenter fortement la présence des femmes au parlement. Mais cela n'est encore aucunement la garantie de quoi que ce soit. Aujourd'hui, pour construire une société plus égalitaire, femmes et hommes doivent travailler ensemble. Chacun-e a pareillement besoin d'égalité.

Quels sont les premiers effets de la vague violette au parlement ?

Pour l'instant, j'ai surtout vécu la première négation de la grève des femmes au parlement, lors de la composition des commissions et délégations : la délégation suisse au Conseil de l'Europe est composée de 12 membres et doit comprendre autant de femmes qu'au parlement national. Il en faudrait donc 32 %. Or, le parlement a désigné une délégation qui comporte seulement deux femmes (d'ailleurs toutes deux de gauche), alors qu'il en faudrait au minimum 4 pour atteindre ce taux de 32 %. L'égalité et les droits des femmes font partie des droits humains. La Suisse a montré là un piètre visage. C'est profondément choquant.

Il y a eu une longue liste de revendications lors de la grève féministe. Faudrait-il en

prioriser quelques-unes pour être plus efficaces ? Lesquelles ?

À mon avis, ce serait nier la diversité des femmes que de prioriser telle ou telle revendication. On se priverait sans doute de la mobilisation des femmes sensibilisées à d'autres revendications. Il demeure surtout urgent d'agir là où l'on se trouve, de saisir toutes les opportunités, chaque révision de loi, pour promouvoir l'égalité. On a beaucoup parlé des panneaux piétons féminisés. J'ai pour ma part trouvé cette action excellente. La violence des réactions a montré combien il reste de chemin à faire pour l'égalité. Chaque fois que je vois un homme investi comme être universel et générique, cela m'interpelle. Certaines personnes ne se sont jamais posé la question de cette prééminence. Elles ne peuvent même pas la concevoir. Mais une fois la prise de conscience faite, il est impossible de ne pas réagir aux trop nombreuses preuves d'inégalité.

Tu as eu quatre enfants et un engagement public extrêmement fort. Cela a forcément conduit à une répartition des tâches non-traditionnelles dans ton couple et ta famille. Comment as-tu pu réaliser cet équilibre ?

Avec Roland, nous nous sommes marié-e-s très jeunes et avons eu un enfant rapidement. Nous n'étions pas enfermé-e-s dans un carcan ni tenu-e-s par un plan de carrière. Nous nous sommes très vite engagé-e-s dans des activités bénévoles, associatives. En partageant les tâches familiales et en se répartissant les domaines d'engagement ainsi : Roland s'est impliqué dans l'as-



sociatif et moi davantage dans la politique. Notre fonctionnement a permis de fonder la conviction que lorsque l'un-e était absent-e, l'autre était présent-e et parfaitement adéquat-e. C'est aussi quelque chose qu'un père reçoit, grâce à l'égalité : la maîtrise de sa vie privée et le fait de pouvoir prendre en charge ses enfants, puis ses petits-enfants, en étant parfaitement à la hauteur.

Comment favoriser le fait de pouvoir assurer la prise en charge de ses enfants tout en ayant un mandat politique ?

La garde des enfants devrait être généralisée. Mais, là encore, il faut lutter. Quand notre camarade députée Salima Moyard avait déposé un projet pour introduire la possibilité d'une garde d'enfant au parlement, elle s'était prise une volée de bois vert. Parce que c'est une femme ; parce que s'investir ailleurs qu'auprès de ses enfants est encore considéré comme un privilège ; parce que c'est être une mauvaise mère que d'être prête à « abandonner ses enfants » pour faire de la politique.

Un message pour nos candidat.e.s aux élections municipales du 15 mars en Ville de Genève ?

Tout d'abord féliciter toute candidate et tout candidat de l'être. C'est important d'oser se lancer, d'y aller, à quelque niveau que ce soit. Et si on peut l'être simplement, avec la seule motivation de s'engager pour l'intérêt commun, alors c'est vraiment merveilleux. Cette expérience est passionnante. Elle l'est d'autant plus quand l'on prend les choses comme elles viennent, sans plan de carrière politique. Bien sûr, il y a des ambitions, mais elles doivent porter sur le fait d'avancer collectivement. Le plus important demeure d'avoir un idéal. J'ai eu la chance d'avoir une vie politique magnifique, sans plan de carrière. J'ai eu beaucoup de chance.

De quoi sera faite la suite pour toi ?

Il faut d'abord savoir s'arrêter. Je constate d'ailleurs que, souvent, les femmes savent mieux le faire que les hommes. Peut-être parce qu'elles savent qu'il y a une vie hors de la politique ? Le renouvellement est important pour un parti politique, à tous les niveaux. À un moment donné, parce que l'on a déjà déposé telle proposition, déjà mené telle action, on n'ose plus, on commence à s'autocensurer. À ce moment, il est nécessaire que d'autres camarades surgissent, avec moins de freins. Il faut aussi

savoir partir au bon moment, et c'était très important pour moi que le duo rose-vert au Conseil des États, auquel j'ai contribué pendant 12 ans soit reconduit. Je suis très heureuse de la réussite de l'élection de Lisa et Carlo. La suite pour moi sera faite de petits mandats, afin de franchir le pont jusqu'à ma retraite et me permettre de continuer d'utiliser l'expérience accumulée au fil de toutes ces années. Mais je ne veux pas trop remplir mon quotidien. Je vais faire de l'ordre, au sens propre comme au sens figuré. Et un peu de vide, c'est important aussi. Ensuite, on verra bien.

FÉMINISTE JUSQU'AU BOUT!

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

SANDRINE SALERNO



Conseillère municipale en Ville de Genève de 1999 à 2007, Conseillère administrative depuis 2007 jusqu'au mois de juin de cette année, Sandrine Salerno a, par ses engagements et la force de ses convictions, marqué la vie politique de notre ville durant plus de 20 ans. Avec son départ en juin, une page se tourne. L'occasion de faire le point, mais surtout de rendre hommage à une femme visionnaire qui, par ses combats politiques (féminisme, lutte pour l'égalité, respect des minorités), l'excellence de sa gestion de la Ville (Gérance immobilière, Finances), a défendu avec force les intérêts des habitantes et habitants de la Ville de Genève. Merci Sandrine !

Sandrine, tu quittes le CA de la Ville de Genève après avoir été Conseillère administrative durant 13 ans, quels sont les faits marquants qui te viennent en premier à l'esprit ?

Le premier qui me vient à l'esprit est - parce qu'il est très frais - les répercussions de la féminisation de 250 panneaux de signalisation sur le territoire municipal. Je n'avais pas imaginé que ce projet puisse susciter autant de réactions négatives et conservatrices. En 13 ans, c'est certainement la première fois que je suis autant prise à partie, insultée même. On sent bien les résistances à l'œuvre. Elles rappellent l'importance de ce combat et le long chemin qu'il reste à parcourir pour parvenir à une égalité de fait entre les femmes et les hommes dans notre pays. Dans le même temps, ce projet rencontre un important engouement médiatique national et international. Il a donné lieu à plus de 225 articles et reportages dans 27 pays. *Der Spiegel* (l'hebdomadaire le plus lu en Allemagne), *Courrier International*, la *RTBF*, *Creapills* (près de 4 millions d'abonné-e-s sur les réseaux sociaux) ou encore l'émission de *France 2 TéléMatin* ont par exemple parlé de ces panneaux, et ce d'une manière très majoritairement positive.

Le deuxième est peut-être ma première accession à la Mairie en 2010. En tant que fille d'immigré-e-s, en tant que femme aussi, cela a représenté un véritable cadeau de la vie. C'est aussi une petite merveille de la démocratie suisse qui permet à quelqu'un de très éloigné des sphères traditionnelles du pouvoir d'accéder à des fonctions importantes.

De quelle manière as-tu été confrontée au sexisme au cours de ta carrière ?

À mon entrée au Conseil administratif de la Ville en 2007, j'étais la seule femme sur cinq élu-e-s. Les discours officiels ne s'adressaient qu'à «Messieurs les Conseillers administratifs». Je n'existais pas. En 2010, lors de ma première année de Mairie, j'ai dû batailler pour que l'on m'appelle «Madame la Maire» et non «Madame le Maire». Ces exemples, s'ils peuvent paraître anecdotiques, sont dans le fond très loin de l'être.

Ils rappellent que la politique demeure un bastion masculin, un univers organisé par les hommes, pour les hommes. Aujourd'hui encore, en tant que femme politique, en tant que Maire d'une ville comme Genève, je dois en permanence démontrer que je suis compétente, que je maîtrise les enjeux. Exemple le plus récent : comme souligné plus haut, les réactions sur les réseaux sociaux et dans les commentaires d'articles en ligne suite à la féminisation de 250 panneaux signalant des passages pour piétons. On m'insulte, on me tutoie. Cette violence est assez incroyable. Les réactions n'auraient certainement pas été les mêmes si j'avais été un homme.

Quelles ont été tes grandes victoires ?

1 - LE MAINTIEN DES PRESTATIONS POUR LES AÎNÉ-E-S

Depuis 2007, le canton exigeait que la Ville de Genève mette un terme aux subsides supplémentaires qu'elle verse depuis 1987 aux retraité-e-s et invalides, domicilié-e-s sur le territoire municipal, qui touchent les prestations complémentaires cantonales AVS/AI. Je me suis fermement battue contre cette décision ; et j'ai repris ce dossier en début de législature 2011-2015. Les prestations municipales, d'un montant de 185 francs mensuels, pour les personnes seules et de 265 francs pour les couples, permettent en effet très souvent aux bénéficiaires de joindre les deux bouts. Le 26 juillet 2011, la Chambre administrative de la Cour de justice a donné raison aux valeurs sociales défendues par la Ville de Genève. Une belle victoire pour les aîné-e-s, qui ont continué à toucher des prestations essentielles à leur qualité de vie.

2 - DES SALAIRES DÉCENTS POUR LES NETTOYEURS ET NETTOYEUSES EXTERNES

Je me suis aussi battue pour que les nettoyeurs et nettoyeuses des bâtiments administratifs de la Ville soient payé-e-s décemment. L'objectif était que ces dernier-ère-s touchent au minimum 25 francs de l'heure au lieu de 18,40 francs. Après avoir voulu utiliser comme instrument les marchés publics, en y intégrant des clauses relatives aux salaires des employé-e-s, j'ai lancé une expérience pilote de

huit mois, en faisant effectuer les prestations de nettoyage durant la journée dans mon bâtiment et celui de Sami. L'objectif de cette expérience était d'encourager des taux d'activité plus élevés avec des horaires réguliers bénéfiques à la vie de famille, d'assurer une meilleure rémunération des employé-e-s, de lutter contre le morcellement du travail, de permettre aux nettoyeur-euse-s de bénéficier d'un 2ème pilier et ainsi de diminuer la précarité.

3 - UN NOUVEAU STATUT POUR LES EMPLOYÉ-E-S MUNICIPAUX

La refonte du Statut du personnel (qui datait de 1926) visait à faire de la Ville un employeur exemplaire. Fruit de longues négociations avec les syndicats, il privilégie notamment les familles, grâce à un congé maternité étendu à 20 semaines pour l'ensemble des employées, un congé paternité de quatre semaines pour les hommes, la possibilité pour les parents de prendre un congé non payé avec la garantie de retrouver leur poste et une allocation de 100 francs par enfant.

4 - VICTOIRE CONTRE LE CANTON CONCERNANT LA MAINMISE SUR LE CONTRÔLE DU STATIONNEMENT

Depuis 2014, je réclamaï le respect du principe d'autonomie communale concernant le contrôle du stationnement en Ville de Genève, à l'image des autres communes. Mon objectif était de dénoncer l'accord négocié entre la Ville et l'État en 2009. Celui-ci confiait cette compétence au Canton. En juin 2018, la Chambre constitutionnelle a donné raison à la Ville et lui a rendu la compétence en matière de contrôle du stationnement. C'est 12 millions annuels et une somme rétroactive de 20 millions qui sont rentrés dans la caisse municipale.

Et tes défaites ?

En 2007, j'ai lancé le projet dit de la *Villa Ambrosetti*, qui visait à transformer cette propriété de la Ville en crèche et en appartements relais pour des femmes en situation précaire ou ayant connu des situations de violence. Malheureusement, après sept années de discussions, ce projet a été bloqué en juin 2014 par une majorité du Conseil municipal. Nous avons finalement eu de la chance : presque simultanément, une maison située avenue de Riant-Parc, acquise par la Ville et pouvant parfaite-

ment se prêter à la création de logements transitoires, s'est libérée. J'ai donc défendu cette alternative devant le Conseil municipal, qui a voté les crédits nécessaires à la création de logement-relais.

Des frustrations ?

D'une manière générale, je pense qu'on aimerait toujours faire plus, faire mieux et parfois différemment.

Tu as beaucoup lutté pour l'égalité, avec notamment la création de l'Agenda 21 dont sont issues de nombreuses campagnes et actions en faveur de l'égalité. Penses-tu que la thématique de l'égalité est aujourd'hui suffisamment appuyée ?

Partout dans le monde et quelle que soit la diversité des conditions féminines, les femmes ont toujours des droits à conquérir et à défendre. Un long chemin reste à parcourir, y compris dans les pays où les droits des femmes semblent mieux reconnus mais où les structures de pouvoir, les représentations, les pratiques témoignent de la vivacité des résistances du patriarcat. Ceci étant, depuis la vague #MeToo, il y a une prise de conscience progressive. Au niveau de la Ville, on le voit assez clairement au niveau du Conseil municipal, qui a en 2019 non seulement largement accepté le crédit pour le plan d'action contre le sexisme et le harcèlement de rue, mais également voté dans le budget 2020 la création de postes dans le pôle égalité-diversité de l'Agenda 21 (alors qu'ils étaient systématiquement attaqués jusqu'en 2018). Il s'agit donc de continuer à travailler avec détermination pour déconstruire les stéréotypes de genre et parvenir à une société plus égalitaire.

Tu es mère de deux filles, quel a été l'impact de ta vie politique sur ta vie privée ? Est-ce plus difficile pour une femme que pour un homme de mener de front vie politique et familiale ?

En 2008, alors enceinte de mon deuxième enfant, j'ai été confrontée à des réactions violentes. Comment pouvais-je concilier ma fonction publique avec une vie de famille ? Il y a eu des polémiques dans les journaux, des discussions, on m'a accusée d'accomplir un acte militant alors que ce n'était pas le cas. C'est évidemment

une question qui ne se pose jamais aux hommes : pour preuve, l'un de mes collègues a eu deux enfants, personne ne s'est demandé si c'était un problème. Mais je n'ai jamais pensé renoncer à mon mandat politique. Aujourd'hui les temps ont changé et les femmes, désormais beaucoup plus présentes et jeunes sur la scène politique, ont moins peur d'afficher leur grossesse. Mais comme pour toutes les femmes qui concilient activité professionnelle et vie familiale, il reste toujours cette forme de culpabilisation, de mythe de la mère parfaite et aussi une forme de charge mentale.

Comment as-tu vécu le 14 juin 2019 ?

Cette journée a été très forte en émotions pour moi. Voir 500'000 femmes dans les rues de Suisse, soudées, ensemble, pour réclamer enfin une parité dans ce pays restera comme l'un de mes plus grands souvenirs. Il met bien en évidence que nous sommes, depuis deux ou trois ans, à un moment important en matière d'égalité.

Une récente étude de la Commission fédérale pour les questions féminines montre que ce ne sont pas les femmes qui défendent le mieux les droits des femmes. Ton avis ?

Je ne connais pas cette étude, mais je dirais que pour pouvoir défendre les droits des femmes, encore faut-il être dans les sphères de décision. Un exemple assez piquant est par exemple que la Commission fédérale en charge de l'examen de l'article pénal sur le viol est composée de trois hommes...

Pourquoi faut-il voter femme ?

Justement pour leur donner cet accès ! Alors que les femmes représentent 50 % de la population, elles sont 24.7 % dans les exécutifs cantonaux, 29.2 % dans les législatifs cantonaux, 27.4 % dans les exécutifs communaux et 31.9 % dans les législatifs communaux. Cette sous-représentation est liée à la tradition et à la structure inégalitaire de notre société. Or, la démocratie repose sur une représentation équitable de toutes et de tous. Voter femmes est d'autant plus important qu'elles ont non seulement autant de compétences que les hommes, mais qu'elles sont souvent aussi plus sensibles aux thématiques d'égalité :



elles promeuvent souvent une société moins discriminante et plus ouverte, qui profite à toutes et à tous. Enfin, on sait que les organes de décision fonctionnent mieux lorsqu'ils incluent des femmes. Les hommes et les femmes gouvernent bien lorsqu'ils gouvernent ensemble.

Tu as été de toutes les luttes féministes. Quel regard portes-tu aujourd'hui sur celles-ci ? Quel est le cœur du féminisme aujourd'hui ?

Le féminisme actuel est pluriel, il est constitué d'une grande palette de mouvements. Ils ont en commun les revendications (l'égalité) et se retrouvent sur la plupart des nombreux combats qui restent à mener, notamment en matière de droits reproductifs, d'égalité salariale effective, de partage des charges domestiques matérielles et mentales ou encore de droit à la libre disposition de soi. Et puis, au-delà de la conquête, les féministes actuelles sont nombreuses à se battre pour l'accès aux droits acquis. Les femmes racisées, LGBTIQ+, issues de l'immigration ou sans sta-

tut légal se voient en effet encore fréquemment juridiquement exclues ou disposent d'un accès limité à leurs droits.

Nous fêtons cette année les 60 ans du droit de vote des femmes à Genève, que t'inspire cet anniversaire ?

C'est une date symbolique importante, qui nous offre l'occasion de revenir sur le long combat des femmes pour ce droit fondamental (cf. l'exposition organisée dans le cadre de l'année Mairie aux Bastions). Cet anniversaire permet de rappeler, notamment aux plus jeunes générations, que les droits politiques des femmes sont très récents, et que nos grand-mères, nos mères, ont pu vivre plusieurs années de leur vie sans en bénéficier. La commémoration de cette date soulève aussi un certain nombre de questions : le droit de vote suffit-il pour jouir d'une citoyenneté complète et égalitaire ? Les femmes élues sont-elles prises au sérieux dans leur fonction politique ? Comment, au lendemain de la Grève du 14 juin 2019, transformer les revendications en actes et en réalité ? Et puis bien sûr

aussi, la question de l'extension des droits politiques à d'autres catégories de la population (étranger-e-s).

Quel serait ton message pour nos candidat-e-s au Conseil municipal et au Conseil administratif de la Ville de Genève ?

En politique, comme dans la vie en général, il faut faire les choses sincèrement, y mettre tout son cœur et son énergie et ne jamais baisser les bras.

Après toutes ces années au service de la Ville de Genève, as-tu une idée de quoi sera faite la suite pour toi ?

Ma vie sera très différente. Pour moi, une page se tourne, mais je suis certaine que le prochain chapitre sera passionnant. Je me réjouis !

MOTEUR DU COLLECTIF

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

LÉNA STRASSER



Léna Strasser est née en 1979. Formatrice d'adultes, responsable de formation, elle est mariée, avec deux enfants. Députée depuis mai 2018, elle siège dans trois commissions : les affaires sociales ; les pétitions ; l'environnement et l'agriculture. Sa citation préférée est de Christiane Taubira :

Le combat féministe peut entraîner avec lui tous les autres combats, car son essence est la revendication qu'aucune différence de traitement n'est acceptable sur la simple base d'une différence physique ou de choix de vie. Si nous nous accordons sur cette valeur de base, alors tous les autres types de discrimination tomberont.

Être membre du Parti socialiste, qu'est-ce que cela signifie pour toi ?

J'ai grandi, entourée de personnes engagées, notamment socialistes, baignée dans les valeurs humanistes. Militer était naturel ; en revanche, rejoindre un parti me semblait une contrainte plus qu'une force. J'avais une vision du parti comme d'une boîte dans laquelle tout le monde doit penser pareil, une étiquette. Puis il y a eu le vote perdu de trop, celui de l'initiative populaire *Contre l'immigration de masse* qui m'a donné la nausée. Le lendemain, je cliquais «adhérer» sur le site du parti. Depuis j'ai fait du chemin. Un parti est finalement le reflet de l'ensemble de ses membres qui le réinventent jour après jour en s'appuyant sur son histoire, ses valeurs, ses luttes et les enjeux du présent. On partage une base commune, un engagement et une militance. Puis sur certains sujets, on est plus ou moins aligné-e-s, ça permet le débat, la réflexion, le questionnement.

Si tu devais expliquer le féminisme à tes enfants, que leur dirais-tu ?

Leurs arrière-grand-mères n'avaient pas le droit de vote, ni celui d'ouvrir un compte en banque sans l'autorisation de leur mari. Aujourd'hui, nos enfants appartiennent à une génération charnière : celle de femmes qui ont des droits mais qui doivent encore conquérir de la légitimité pour gagner réellement leur place - dans certains métiers à forte présence masculine, dans la sphère publique, dans l'égalité au quotidien en termes de salaire mais aussi de tâches familiales - celle des hommes qui doivent réinventer leur identité masculine à l'aune de l'égalité. Surtout, je leur dirais que leur génération va devoir s'assurer que les droits acquis ne soient pas abrogés du jour au lendemain... Risque toujours fort... et apprendre à appréhender de nouvelles réalités hors de la binarité.

Y a-t-il eu des événements dans ta vie qui t'ont fait prendre davantage conscience des inégalités de genre ?

Le jour où j'ai dû chercher un travail alors que j'étais enceinte - grand moment de solitude ! Le jour où mon moniteur d'auto-école n'a pas voulu m'expliquer le fonctionnement d'un moteur : «T'es une fille, tu comprendras pas !». Il faut parler encore et encore des inégalités, des discriminations et du harcèlement pour faire évoluer les mentalités et pour que cela cesse.

Que doit-on aux pionnières du féminisme ?

Le droit de vote, le droit à l'avortement, le congé maternité, mais aussi celui de porter des pantalons, de disposer de son corps, le droit de gagner sa vie et d'être indépendante financièrement. Aujourd'hui ces droits peuvent paraître des évidences, pourtant ils sont fragiles. Et la grève a montré que nombreuses sont les femmes qui veillent au grain, mais également que les plus jeunes ont de nouvelles revendications - j'ai adoré les «blocs seins nus» et leurs slogans «contre l'ordre pudique» !

As-tu des modèles qui t'ont inspirée dans la lutte politique pour l'égalité entre femmes et hommes ?

Mes modèles sont toutes ces femmes engagées dans la société au quotidien pour faire bouger les choses. Celles qui sont sorties des cadres, qui bousculent, qui questionnent, qui à leur échelle font avancer les droits, qui prennent leur place à elles dans la société.

Être une femme en politique en 2020 : masochisme ou partie de plaisir ?

Aujourd'hui : partie de plaisir ! Mais il m'a fallu lutter contre le fameux «syndrome de l'imposteure», cette impression de ne pas avoir sa place dans ce monde-là.

Tu as été élue cheffe de groupe par la fraction socialiste au Grand Conseil en décembre passé : quels sont les principaux défis de cette tâche ?

Si je me suis proposée pour ce poste, c'est pour permettre et soutenir une dynamique de travail au sein de notre groupe. Il y a tellement de sujets sur lesquels nous pouvons nous pencher ! Je me réjouis de prendre ma part de cette responsabilité.

Nous fêtons cette année les 60 ans du droit de vote des femmes à Genève, que t'inspire cet anniversaire ?

Genève sait être un canton pionnier sur ces questions-là et il doit le rester ! Demain : un congé paternité *made in Geneva*, un budget cantonal passé au crible du genre, des infrastructures et aménagements réfléchis sous l'angle de la place des femmes dans l'espace public permettant à toutes et tous de s'y sentir bien, une place en crèche pour chaque enfant... Il y a encore du boulot !

DE L'INTERDIT AU DIALOGUE

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

MARTINE SUMI



Martine Sumi termine son troisième mandat au Conseil municipal de la Ville de Genève. Elle a siégé au bureau du Conseil municipal, où ses talents de médiatrice ont plus d'une fois fait des merveilles. Camarade fiable, engagée et généreuse, Martine a marqué la vie du groupe durant ces années. Un grand merci Martine !

Ton engagement au Conseil municipal de la Ville prendra fin dans quelques mois, au terme de trois mandats. Comment vois-tu aujourd'hui ton parcours ?

Je ne serais pas arrivée où je suis aujourd'hui si mon père ne m'avait pas interdit l'accès aux études. J'avais neuf ans et habitais dans la campagne vaudoise. À la lecture du formulaire d'inscription à l'examen d'entrée au collège, mon père m'a dit : « Les filles, ça se marie. » Je ne pouvais pas m'opposer à lui. Ma mère malade ne pouvait intervenir. Et je me suis rebellée face à cette situation durant mon adolescence.

Quelle a été ta formation ?

J'ai effectué deux CFC, secrétariat et gestion, dès 15 ans. Pendant ces années d'apprentissage, un professeur de français m'a encouragée à étudier. À 19 ans, venue à Genève, j'ai obtenu ma maturité au collège du soir. C'était dur, car je travaillais à plein temps pour gagner ma vie. En 1979, sans bourse, j'ai été obligée d'arrêter mes études universitaires à peine commencées.

En 1987, grâce à l'impulsion de Jacqueline Berenstein Wavre, première présidente du Conseil municipal, en 1968, je fondai le Bureau de l'égalité avec Marianne Frischknecht, première déléguée. J'y ai travaillé jusqu'en 2005. Ces années étaient difficiles mais tout à fait passionnantes, car il fallait convaincre, être des pionnières.

Comment arrives-tu au Tribunal des mineurs ?

Après une crise au bureau de l'égalité, je suis partie au Service d'application des peines et mesures. Mon certificat sur les travaux d'intérêt général dans le cadre des études genre intéressait la justice des mineurs, car à l'époque, elle disposait de très peu de lieux d'exécution des peines pour les 10 à 18 ans. Ma mission a été de développer le réseau, tant en quantité qu'en places de qualité.

Et le féminisme ?

Je suis féministe depuis l'âge de neuf ans ! Mais un élément déclencheur a été la lecture d'*Ainsi soit-elle* de Benoîte Groult. Un choc ! En 1981, à l'occasion des débats à propos de l'article constitutionnel sur l'égalité, avec plusieurs femmes, nous avons créé F-information, puis Viol-secours.

Nous avons renoncé à dresser la liste des associations dans lesquelles tu as été

active. C'est un engagement impressionnant.

J'apprécie les associations de type cogestion ou autogestion. Si le travail y est dur, il est cependant plus gratifiant qu'en politique où le fonctionnement pyramidal s'apparente à une organisation militaire.

Et le socialisme ?

Je suis entrée à 47 ans au parti socialiste. C'est assez tard, mais je préférerais le monde associatif et notamment les mouvements féministes. Je me suis présentée aux élections municipales de 2003.

Quelles ont été tes satisfactions au Conseil municipal ?

Cet engagement politique s'inscrivait dans la continuité de mon engagement associatif. Deux fois, j'ai eu la satisfaction de voir la majorité du Conseil municipal accepter la municipalisation des crèches, mais celle-ci n'est malheureusement toujours pas réalisée en raison notamment des coûts. Aujourd'hui, c'est une belle satisfaction de voir que le féminisme est porté avec un dynamisme, des connaissances et des compétences, par bon nombre de femmes et d'hommes.

Et des regrets au Conseil municipal ?

Lors de cette dernière législature, le glissement vers les « affaires » a été néfaste. Les dérives des partis de droite sont inquiétantes.

Si quelqu'un te demande ton avis sur l'engagement politique, que dis-tu ?

À chaque fois que cela m'arrive, j'encourage la personne à se lancer, en particulier au niveau de sa commune.

Quelles sont les personnalités qui ont joué un rôle dans tes engagements ?

Mes modèles libres, innovateurs, donnant envie ? Ruth Dreifuss, Liliane Maury-Pasquier, Micheline Calmy-Rey. Bien sûr déjà citées Jacqueline Berenstein Wavre et Marianne Frischknecht. Et j'ai aimé aussi Manuel Tornare, la cohérence et le courage de ses engagements et ses positions. Mais la figure principale reste Ruth qui, aujourd'hui encore, avec une pugnacité redoutable et une humilité qui l'honore, poursuit des combats indispensables, par exemple pour l'action Papyrus. J'aimerais lui ressembler à ma retraite du Conseil municipal.

DU CICR AU CM : MÊME COMBAT ?

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

MARIA VITTORIA ROMANO



Maria Vittoria Romano a, durant deux législatures, porté le groupe PS au Conseil municipal. Comme vice-chef de groupe, comme présidente de la commission des finances, mais surtout comme camarade, sensible, intelligente et combative, toujours prête à monter aux barricades pour défendre un projet. Un grand merci, Maria Vittoria !

Dans quelques mois, tu vas mettre un terme à ton mandat de conseillère municipale. Pourquoi ne pas faire un troisième mandat ?

Je ne me suis pas représentée parce que cela aurait été la législature de trop. Cela fait neuf ans que je suis au Conseil municipal. Lors de la première législature, j'ai vraiment beaucoup appris. Mais cette dernière législature a été très difficile, marquée par des blocages et avec peu de dialogues entre les partis. J'étais présidente de la commission des finances lorsqu'il y a eu l'affaire des notes de frais. Nous avons dû enchaîner de longues séances en soirée ; et cela en plus de mon travail de cadre supérieure et de mère célibataire d'un garçon.

Quels sont les éléments biographiques qui ont joué un rôle dans ton engagement socialiste et féministe ?

Je ne serais pas là aujourd'hui si je n'avais pas eu mon parcours d'enfant d'immigrés italiens, si je n'avais pas émigré au Canada à 20 ans, si je ne m'étais pas engagée au CICR à 27 ans et si, enceinte de mon fils, je n'étais pas revenue en Suisse en 2003.

Reprenons. Tu es née en Suisse dans le canton d'Appenzell ?

Oui, j'y ai fait toutes mes études jusqu'à la maturité. J'ai passé une année à Pérouse et six ans à Toronto. Lors de mon retour en Suisse, j'ai vécu à Zurich, puis suis devenue déléguée CICR au Rwanda en 1996. Cette expérience a été un choc parce que la situation n'était pas du tout celle que j'imaginais. Pendant une année, j'ai visité des personnes accusées de génocide. Paradoxalement, c'est plus tard que j'ai compris toutes les horreurs de la situation. J'ai enchaîné ensuite avec d'autres missions. Et en 2003, enceinte, je me suis établie à Genève.

Comment le socialisme s'est-il inscrit dans ton histoire ?

Mon père venait d'une famille paysanne très modeste ; ma mère, d'une famille communiste. Mais en tant que fille, elle avait été mise de côté au profit de ses frères. Mes parents n'étaient pas politisés. Ma mère, férue d'histoire, m'a instillé indirectement ce sentiment puis cette nécessité de lutter contre les inégalités, et a contribué à mon

engagement féministe dès l'adolescence. Elle souhaitait vivement que je fasse des études pour que je sois indépendante.

Qui as-tu rencontré pour que cette sensibilité aux injustices se traduise en engagement politique ?

Mon ex-mari était un réfugié iranien. J'ai milité parmi les réfugiés à Pérouse et au Canada et j'ai découvert les difficultés qu'ils devaient affronter.

A quel moment as-tu adhéré au Parti socialiste ?

Je suis devenue suisse en 2006. Auparavant, comme beaucoup de personnes étrangères, j'avais le sentiment que je ne pouvais pas adhérer à un parti politique en Suisse. Finalement, en 2010, j'ai adhéré au Parti socialiste parce qu'il répondait le mieux à la problématique de la justice sociale. Grégoire Carasso a accompagné mes premiers pas dans le parti.

Quelles ont été tes premières impressions ?

Les premiers pas ont été difficiles, car on ne connaît personne. L'intégration n'est pas simple. Il faut s'accrocher. En faisant partie du comité, puis du bureau, j'ai mieux découvert la section Ville.

Et le féminisme dans le Parti, qu'en penses-tu ?

Sur ce point, je trouve que les Verts sont plus avancés : la parité sur les listes électorales 50/50 est préférable à cette répartition 60/40 dans notre parti ; elle me dérange et montre que la réflexion n'est pas encore mûre. Est-ce que le parti est féministe ? Oui, certainement. Mais il n'a pas assez fait pour mettre en avant les femmes. Je suis aussi en faveur des quotas et souhaite une radicalisation de la lutte dans ce domaine... Mais au total, le Parti socialiste a bien progressé.

Et un souvenir politique marquant ?

Comme militante, la récente grève des femmes, sans aucun doute. La rencontre de Ruth Dreifuss a été vraiment très importante pour moi. Sa personnalité et son humanité sont très impressionnantes.

LA JONCTION AU CŒUR

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

CORINNE GOEHNER DA-CRUZ



Après avoir siégé au Conseil municipal de la Ville de Genève à plusieurs reprises depuis 2008, notre camarade Corinne Goehner-da Cruz ne se représente pas aux élections de 2020. Causes communes profite de cette occasion pour revenir sur quelques-uns de ses combats de militante entre la Jonction et Plainpalais.

Pas possible en quelques paragraphes de tout dire de Corinne. Elle résume ainsi son action : «Le développement de la mobilité douce, la création du Parc de l'Ancien Palais, les actions sur la Plaine de Plainpalais pour la maintenir, avec des manifestations et marchés, si possible en zone verte, et le suivi d'actions socioculturelles avec les habitant-e-s.»

Il est vrai que du quartier de la Jonction, où elle vit depuis 1976, elle a tout vu, Corinne. Elle a veillé sur les mues de la rue de l'École-de-Médecine. En cycliste convaincue, elle s'est forcément réjouie du départ du Salon de l'auto de l'ancien Palais des expositions. Elle milite depuis lors pour la participation des habitant-e-s au Parc Baud-Bovy. Elle a vu l'UGDO (Usine genevoise de dégrossissage d'or) devenir l'Usine ; elle a vu passer la Plaine de Plainpalais du marécage au rouge gorrrh.

Si on lui demande *Plainpalais* ou *Jonction*, Corinne répond *Jonction*. Elle y a élevé ses enfants, a milité dans nombre d'associations du quartier. Elle en a aussi créé, souvent dans un esprit ludique et joyeux. Les pétitions, c'est pareil. Elle a même convaincu, en 1986 déjà, les commerçant-e-s de la rue de l'École-de-médecine de s'opposer à un dangereux projet d'élargissement de la rue.

Quant à la Plaine de Plainpalais, on rappellera qu'elle a été, pour Corinne et ses camarades cyclistes, le théâtre d'actions de guérilla nocturne armé-e-s de pinces et pots de peinture. Fort-e-s d'une pétition de plus de 15'000 signatures pour créer des pistes cyclables, en janvier 1983, les signataires avaient quand même été éconduit-e-s comme des gamin-e-s par le Conseil municipal : «Interdiction de traverser la Plaine de Plainpalais à vélo sans se faire coller par un agent !», se souvient-elle. Les activistes avaient alors décidé de se débrouiller pour dessiner à la sauvache, une nuit de mars, les premières pistes cyclables. Quelques semaines plus tard, Corinne roulait en tête d'une immense manifestation de 4'000 cyclistes, à l'occasion de la Journée nationale du vélo. Entre-temps, elle avait fondé l'AS-PIC, l'Association pour les pistes cyclables, l'ancêtre de Pro Vélo.

L'un des dossiers de Corinne Goehner-da Cruz au Conseil municipal de la Ville a été le maintien de la ligne 32, un petit bus qui faisait une boucle de quartier. Il servait surtout aux personnes âgées qui se déplaçaient dans les alentours de la Jonction. Les habitant-e-s ont fait une pétition pour le rétablir, pétition dont elle a rédigé le Rapport pour le Conseil municipal. Tant et si bien qu'avec le soutien décisif de quelques magistrat-e-s et d'élu-e-s au Municipal, non seulement le bus a été sauvegardé, mais prolongé. Depuis 4 ans, la ligne 35 relie donc la Jonction à la Gare Champel/Hôpital. Et le succès de cette ligne de proximité est énorme. Encore un petit effort, et la vaillante ligne 35 finira par faire le pont entre le tram du nord genevois (Meyrin-Bernex) et le Léman Express.

Cette année, Corinne Goehner-da Cruz passe son tour au Conseil municipal mais n'abandonne certainement pas ses combats pour l'égalité et la justice sociale et écologique. Elle est une guerrière qui ne lève pas facilement le camp, et elle a bien raison, car la lutte pour la qualité de vie en ville est loin d'être finie. Avec la transformation de l'Arsenal, qui risque d'affecter les activités de la crèche Baud-Bovy, le processus participatif de la pointe de la Jonction et le projet contesté de l'ancienne Caserne des Vernets, les habitant-e-s de la Jonction ont encore de quoi faire pour préserver la qualité de vie dans leur quartier. Corinne sera là aussi, prête à bondir avec nous.

LE 15 MARS

VOTEZ LISTE N°1

**SAMI
KANAAAN**

**CHRISTINA
KITSOS**

AU CONSEIL ADMINISTRATIF
DE LA VILLE DE GENÈVE

AVEC FRÉDÉRIQUE PERLER
ET ALFONSO GOMEZ



Les Socialistes
**SOLIDAIRES ET
ENGAGÉES**





LE 15 MARS

VOTEZ LISTE N°1



AU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA VILLE DE GENÈVE

2020.ps-geneve.ch

Les Socialistes
**SOLIDAIRES ET
ENGAGÉES**



POUR L'ÉGALITÉ ET LES DROITS DES GROUPES VULNÉRABLES

LE PS CHANGE LA DONNE !

POUR LE GROUPE LGBTIQ+,
DORINA XHIXHO,
DIPLOMATE ET POLITOLOGUE.



En novembre 2019, des camarades du Parti socialiste genevois (PSG) ont lancé un groupe LGBTIQ+ spécifique pour les questions d'orientation sexuelle, d'identité et d'expression de genre (SOGIEs), structure qui va de soi dans un parti qui soutient les valeurs d'égalité, de solidarité et de responsabilité, initiative également importante au niveau symbolique pour donner la visibilité que mérite la cause LGBTIQ+.



Parti socialiste genevois
Groupe LGBTIQ+ | SOGIEs

Depuis l'adoption du partenariat enregistré en 2001 et jusqu'à l'initiative pour lutter contre les discriminations basées sur l'orientation sexuelle, la Suisse a stagné !

L'extension du Code pénal suisse, initiative socialiste au Parlement fédéral à l'instigation de notre camarade Mathias Reynard, est une preuve concrète des changements que le Parti socialiste suisse (PSS) peut amener en faveur des droits des personnes LGBTIQ+ en Suisse.

La campagne du 9 février a été portée avec le leadership du PSS et la mobilisation de divers milieux associatifs et de forces politiques de tout bord.

L'engagement du PS au niveau national pour les questions d'orientation sexuelle, d'identité et d'expression de genre (SOGIEs) doit se nourrir des idées développées par les sections cantonales, reflétant les réalités locales des personnes LGBTIQ+.

La Commission du PS spécialisée sur ces questions doit pouvoir s'appuyer sur des structures similaires au niveau cantonal ; et un soutien financier spécifique et durable aux actions LGBTIQ+ au plan cantonal pérenniserait les efforts sur ces questions.

Les combats menés par le PS pour l'égalité entre femmes et hommes et pour les droits LGBTIQ+, sont interdépendants et se renforcent. Avec la création d'un groupe spécifique LGBTIQ+ le PSG réaffirme l'importance qu'il accorde à chacun de ces deux enjeux cruciaux.

Cette initiative permet de témoigner que le PSG est, pour les personnes LGBTIQ+, un espace sûr et convivial d'échange et de développement d'idées politiques. Ainsi, les objectifs du groupe sont :

- Développer des actions politiques tenant compte des discriminations et violences visant la minorité LGBTIQ+ dans notre canton ;
- Intensifier les liens et la coopération avec les associations militant pour les droits LGBTIQ+ ;

- Soutenir les prises de position et les actions des élu-e-s socialistes par des apports théoriques et des liens avec l'actualité en matière de droits des minorités sexuelles ;
- Encourager et soutenir les candidatures des personnes LGBTIQ+ dans les listes du PSG ;
- Renforcer la coopération horizontale avec les allié-e-s de la cause LGBTIQ+ dans les autres partis de Genève afin de partager les bonnes pratiques et de coordonner des actions communes.

Après l'introduction de la norme pénale contre l'homophobie, les priorités du groupe pour l'année en cours sont le soutien au mariage pour tout-e-s, et à la Pride de Genève 2020.

Le groupe compte sur le soutien des camarades pour officialiser son existence dans les Statuts du PSG lors du prochain Congrès du parti.

Mobilisons-nous ensemble pour l'égalité, la diversité et les droits humains !

La Suisse soutient fermement la mise en place du mandat de «l'Expert Indépendant concernant l'Orientation Sexuelle et l'Identité de Genre» créé par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU en juin 2016. Ce mandat est considéré comme la preuve la plus manifeste du soutien onusien aux droits humains des personnes LGBTIQ+.

Notre pays est aussi membre de la Coalition intergouvernementale pour l'Égalité des Droits et partisane indéfectible du Groupe Noyau LGBTI des Nations Unies à New York, mécanismes visant à protéger les droits des personnes LGBTI dans le monde entier.

Ces engagements de la Suisse au niveau international ne se sont hélas pas vraiment traduits au plan national, ce qui vaut à la Suisse d'être régulièrement priée de renforcer la protection des personnes LGBTIQ+, notamment lors de l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme.



UN NOUVEAU SOUFFLE

COPRÉSIDENTE DU GROUPE ÉGALITÉ DU PSG

Parties sur les traces du sentier féministe dessiné par Youniss Mussa et Jannick Frigenti Empana, des femmes se sont lancé le défi de poursuivre le travail entrepris ces deux dernières années. Grâce à l'activisme en faveur de la Grève féministe du 14 juin dernier dont ils/elles ont su faire preuve au sein de la section cantonale, cette journée de militantisme féministe restera dans les mémoires comme une belle réussite pour le PS. L'année 2019 aura été sans nul doute l'année de la Grève et de la Marche des fiertés, d'une progression historique du nombre de femmes au Parlement fédéral, et du renforcement de la gauche autour de projets féministes, au Grand Conseil et dans les communes.

En termes de fonctionnement, le choix du groupe égalité s'est naturellement porté vers le maintien d'une coprésidence, renforcée par une vice-présidente. Partager la charge de travail en alliant nos idées était pour nous le moyen de valoriser la motivation de chacune des candidates. Le groupe égalité se réunit une fois par mois, ou plus en prévision d'actions importantes.

*Telle la devise des Mousquetaires
«un-e pour tou-tes et tou-tes pour un-e»*

Nous souhaitons mettre en commun nos connaissances et nos énergies pour mieux construire une politique à long terme et réagir de manière coordonnée aux sursauts du patriarcat. À cette fin, nous avons mis en place un système de personnes-relais dans différentes instances politiques et associatives sur lequel nous pourrions nous appuyer.

Bien qu'il puisse sembler *a priori* évident dans un parti politique féministe comme le nôtre, ce rôle doit être renforcé et valorisé. Un réseau de personnes informées, fiables et facilement mobilisables est un atout. Il permet d'envisager une communication sereine et efficace, même jusqu'au plus profond d'un groupe de militant-es bénévoles ayant une vie et une charge mentale à gérer. Pour le groupe égalité, il s'agit donc de resserrer les liens et de nous montrer solidaires et soudé-e-s.

Le groupe se veut ouvert à tou-te-s, inclusif, bienveillant et respectueux des situations de vie de chacun-e. À cet égard, nous encourageons les mères et les pères à venir aux réunions avec leurs enfants, car ces derniers font partie intégrante de nos vies et donnent un sens à bien des combats. De

même, nous voulons inviter les personnes qui sont dans des moments de vie difficiles ou compliqués à venir.

Afin de nous ouvrir à de nouveaux horizons pour nourrir nos convictions socialistes, nous prévoyons d'inviter largement afin d'enrichir nos débats. Au programme 2020, nous avons aussi l'ambitieux projet de rédiger une brochure «L'égalité dans ma commune» à destination des nouveaux élus municipaux et aux nouvelles élues municipales.

2020 s'annonce comme une année pleine de promesses et de défis. Notre calendrier est bien rempli :

28 février au 8 mars, Semaine de l'égalité

8 mars, Journée internationale des droits des femmes et Grève féministe mondiale (même un dimanche !), suivez l'actualité de la Grève féministe sur Facebook @GFGeneve

27 juin au 5 juillet, Semaine des fiertés

4 juillet, Marche des fiertés / Geneva Pride

Comme vous l'aurez compris, notre volonté est de travailler l'égalité au sens large et en partenariat avec le groupe LGBTIQ+ nouvellement créé.

Si tu es intéressé-e à devenir une personne-relais, écris-nous : egalite@ps-ge.ch

LE PATRIARCAT RENVERSÉ ?

BERFIN AÇIĞ ET ANDJELA VALIČKOVIĆ,
JEUNESSE SOCIALISTE



À quoi fait-on allusion lorsqu'on évoque le travail ? Une première réponse émerge, celle qui renvoie au travail salarié. Une seconde réponse, souvent oubliée, est le travail effectué dans la sphère privée, soit le travail « domestique » non rémunéré que l'on appelle le travail du care.

Le travail du care n'est pas reconnu par l'État ; son statut même de travail est parfois contesté. Pourtant, il va sans dire que ce travail, s'il n'était pas réalisé par des personnes acceptant ce statut non rémunéré, devrait être réalisé par des personnes salariées. De ce fait, le statut de travail des tâches « domestiques » et privées est indéniable.

Plus encore, le travail du care est une part inhérente à la possibilité d'effectuer le travail salarié. Le ménage, la nourriture, les soins apportés à la famille et aux enfants sont la base même d'une société.

Historiquement, avec le développement de l'industrie, le travail « domestique » a été assigné aux femmes. Les femmes ayant comme fonction le travail de reproduction et les hommes le travail de production. C'est la base du travail genré et patriarcal par excellence. Autrement dit, le père de famille était celui qui exerçait le travail rémunéré la journée et qui avait autorité sur sa femme et ses enfants. La femme quant à elle s'occupait de la maison et des enfants ; la possibilité d'avoir un travail salarié était inexistante sans l'accord du mari. Elle était sous sa tutelle, avec un statut légal semblable voire inférieur à celui des enfants.

Si aujourd'hui, en Suisse, cette image patriarcale a été en partie renversée grâce aux luttes féministes, il en demeure néanmoins des séquelles au sein de la société actuelle et au sein de la sphère privée. Ces marques sont observables statistiquement :

- Aujourd'hui, ce travail non rémunéré est encore principalement réalisé par les femmes, comme le démontrent les chiffres de l'OFS de 2016.

- 51% des femmes exercent un travail à temps partiel, contre seulement 17,6% chez les hommes.
- Le salaire des femmes est 18,3% moins rémunéré que celui des hommes.
- Les femmes ont plus de difficultés à atteindre un statut de cadre et sont encore en minorité dans certains milieux professionnels.
- Les femmes issues de minorités ethniques cumulent à la fois les difficultés qui sont en lien avec leur communauté et celles liées à leur genre.
- Les femmes qui ne sont pas hétérosexuelles n'ont pas le droit d'accès à la PMA (procréation médicalement assistée) ni d'avoir un statut de couple égal à celui du mariage.
- Les personnes LGBTIQ+ subissent de nombreuses discriminations et violences en raison de leur orientation sexuelle ou affective et de leur identité de genre.

Pour ces raisons, les luttes pour l'égalité ne sont pas terminées. Pour ces raisons, le féminisme doit s'accompagner d'une lutte intersectionnelle : c'est-à-dire d'une lutte pour les minorités, pour les personnes LGBTIQ+, pour une société plus solidaire et inclusive !

LA HONTE DOIT CHANGER DE CAMP

KAYA PAWLOWSKA,
COPRÉSIDENTE DU GROUPE ÉGALITÉ PSG



Le 20 septembre 2018, la pétition Que la honte change de camp ! était déposée auprès du secrétariat du Grand Conseil par l'association Viol-secours avec 2467 signatures individuelles et 36 associations, syndicats et partis. Lors de la récolte des signatures, l'agression d'une extrême violence dont cinq femmes avaient été victimes en Vieille Ville avait illustré de la façon la plus dramatique cette nécessité d'une prise en main par la politique de la problématique du patriarcat barbare.

L'opinion publique avait tourné, bien que les raisons qui poussaient à l'indignation fussent souvent bien différentes. S'agit-il de protéger de faibles femmes contre quelques monstres déviants, imbibés et incontrôlables ? Non, la pétition veut que « la honte change de camp ». Les cas de violence et de harcèlement sexuels ou de viols ne sont pas des événements uniques et extraordinaires à l'instar des attentats terroristes. Ils sont fréquents donc mesurables et, contrairement aux cas de terrorisme, ce sont les survivantes qui concentrent sur elles le poids des doutes et doivent trouver des ressources pour prouver qu'elles ont bien été victimes.

La pétition demande le renversement de cette balance. D'une part, par la reconnaissance de l'aspect récurrent et systémique de ces violences, par la mise en place d'un Observatoire indépendant des violences faites aux femmes et, dans l'immédiat, d'un groupe de travail pour concevoir une stratégie globale sur ces questions. D'autre part, par la mise à disposition de moyens pour accueillir la parole des survivantes : plus de fonds pour les associations spécialisées, le renforcement de la formation des professionnel·les spécifiques à ces violences, des mesures pour simplifier le dépôt des plaintes.

Le 13 novembre 2019, le Conseil d'État a fait connaître sa réponse à la pétition. Tel Crésus, il a jeté des bourses d'argent en direction des associations (point 3 de la pétition). Cependant, il n'a pas jugé nécessaire de prendre des mesures sur 5 des 6 revendications de la pétition, soit la quasi-totalité de la pétition. La réponse du CE mentionne les nombreux règlements internes à l'Administration et les mesures prises au DIP. Le

poids de la lutte contre les violences faites aux femmes repose donc principalement sur les fonctionnaires et les associations. À nouveau, l'État agit sans ambition sur les premiers leviers financiers et réglementaires à sa portée, au lieu d'avoir une approche globale du problème.

Une politique courageuse doit regarder au-delà d'une législature et doit être portée par des politicien·nes qui ne se satisferont que de résultats concrets. Nous avons besoin d'un vrai plan d'action, bardé d'objectifs mesurables, qui va au-delà de la pétition suscitée : un soutien juridique et social pour les victimes, des aides dans l'accès à un logement d'urgence, un service de médiation gratuit par exemple. L'État ne peut pas en être le seul initiateur. Il faut une alliance des mouvements féministes, des juristes et académiciennes féministes avec les politiques. En Espagne, ce sont les politiciennes du PSOE qui ont traduit les revendications féministes au Parlement espagnol.

La loi sur le sexisme préparée en toute discrétion par la Conseillère d'État en charge de l'égalité peut donner une impulsion à une politique plus globale. Néanmoins, l'objectif ne peut pas être l'adoption de la Loi mais l'atteinte des objectifs de cette loi, à savoir une société sans violences sexuelles, ou une société où les femmes survivantes savent empiriquement que le droit est effectivement de leur côté, et que la honte a changé de camp.

LA SEMAINE DE L'ÉGALITÉ EN VILLE DE GENÈVE

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

CHIARA BARBERIS



*Aux urnes, citoyennes !
Pour l'édition 2020
de la Semaine de l'Égalité
(28 février au 8 mars),
la Ville de Genève célèbre les
60 ans de l'obtention du droit
de vote et d'éligibilité des
femmes dans le canton
de Genève. Entretien avec
Chiara Barberis, cheffe
du service Agenda 21-Ville
durable.*

Pourquoi proposer chaque année en mars une semaine de l'égalité ?

La Ville est bien placée, par sa proximité avec la population et le réseau associatif, pour promouvoir d'une part l'égalité entre les femmes et les hommes et d'autre part le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre. Quand Sandrine Salerno est devenue Conseillère administrative, elle a fait de l'Égalité une priorité politique et un axe central de l'Agenda 21. En marge de la Journée internationale des droits des femmes (8 mars), nous avons pris le parti de promouvoir l'égalité en portant un regard sur une nouvelle thématique chaque année, en la décortiquant sous l'angle du genre.

Cette année, ce sont les droits politiques et la citoyenneté qui sont mis en avant. Pourquoi ce choix ?

Au-delà de l'anniversaire symbolique des 60 ans du droit de vote et d'éligibilité pour les Genevoises, c'est l'occasion de faire (re)découvrir l'histoire des luttes et des grandes figures qui ont rendu possible cette victoire, et de s'interroger sur l'évolution des droits et de leurs limites, d'écouter les nouvelles revendications et d'identifier les perspectives et les moyens d'action pour une société plus égalitaire permettant à toutes de s'y retrouver. Nous le savons trop bien, le droit seul ne garantit pas que toutes les femmes soient considérées comme des citoyennes à part entière, qu'elles puissent exercer leurs droits « dans les faits ». À Genève, comme ailleurs, la représentation des femmes en politique est largement insatisfaisante. La sphère politique reste emplie de préjugés sexistes. Le partage inégalitaire des tâches domestiques et parentales freine les ambitions politiques des femmes. Bref, nous avons accédé aux urnes il y a 60 ans, mais nous continuons à nous heurter à des barrières quand il s'agit d'exercer nos droits.

Quels seront les temps forts de la Semaine ?

Dès le 28 février, au Parc des Bastions, il sera possible de découvrir l'exposition *60 ans seulement ! L'histoire du suffrage féminin genevois en affiches*, réalisée en collaboration avec le Bureau de promotion de l'égalité et de prévention des violences du Canton de Genève, et la Bibliothèque de Genève. Une conférence accompagnera cette exposition dans le cadre des *Jeudis midi de l'affiche* de la Bibliothèque de Genève. Plusieurs tables rondes seront également proposées à la Bibliothèque de la Cité, notamment une soirée autour de la série danoise *Borgen, une femme au pouvoir*, mise en parallèle avec l'expérience de femmes politiques genevoises. Enfin, il sera possible de découvrir l'histoire d'Émilie Kempin-Spyri, première femme juriste de Suisse, à travers deux représentations théâtrales. Bref, je vous encourage à aller découvrir le programme.

Que reste-t-il quand la Semaine s'achève ?

Beaucoup d'énergie et d'idées pour continuer notre travail tout au long de l'année ! Et grâce aux Bibliothèques municipales, nos principales partenaires depuis dix ans, c'est l'occasion de produire et de diffuser largement une *Bibliographie Égalité* qui propose des pistes de lecture centrées sur la thématique de la Semaine. Toutes les références sont accessibles, puisqu'elles sont puisées dans les riches collections municipales mais également d'autres bibliothèques, comme Filigrane ou la Bibliothèque de l'Université. Cet ouvrage constitue un outil précieux pour élargir l'impact de la Semaine, notamment dans les écoles. Elles peuvent se servir de ces pistes de lecture pour parler d'Égalité en classe.

www.semaine-egalite.ch

LA VIOLENCE MISE À NU

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

MARYLÈNE LIEBER



Marylène Lieber est sociologue, professeure à l'UNIGE à l'institut des études genre. Elle travaille depuis près de 20 ans sur les questions de violences. En tant que chercheuse spécialiste de la perspective de genre, elle essaie d'interroger quels sont les actes qui sont considérés comme violents et ceux qui ne le sont pas, et comment cela contribue à réaffirmer, négocier voire détourner les rapports de genre. Par ses interventions dans le domaine public, elle contribue à alimenter la réflexion sur les questions d'égalité et de genre.

Marylène Lieber, quel est votre champ d'action ?

Mes premiers travaux concernaient les violences dans les espaces publics, notamment les violences faites aux femmes, à un moment où cette question était très peu posée ou en tous les cas n'était pas un problème d'ordre public comme c'est le cas aujourd'hui. Il n'y avait aucune municipalité qui avait un « plan d'action contre le sexisme et le harcèlement dans l'espace public » ! Dans mon livre, *Genre, violences et espaces publics : la vulnérabilité des femmes en question* (Presses de Sciences Po, 2008), j'ai montré qu'il y avait un paradoxe important : on a une représentation très forte du danger associé à l'espace public, alors que les violences les plus graves ont lieu dans l'espace privé, dans la famille ou dans le couple. Mais j'ai montré que ce paradoxe ne doit pas minimiser les formes de violences subies par les femmes ou les différents actes perçus comme tels dans les espaces publics. Toutes les remarques, insultes, attouchements, agressions, qui ne sont que rarement dénoncées, mais contribuent à réaffirmer la dimension masculine de ces espaces pourtant présentés comme ouverts à toutes et tous. Il importe de souligner les liens entre les différents types de violences. Les féministes ont contribué à définir un continuum, en insistant sur le fait qu'il s'agit de différentes formes de contrôle exercé à l'encontre des femmes, que ce soit au niveau domestique (conjoint), ou par des groupes d'hommes qui vont réaffirmer la dimension masculine des espaces comme la rue, mais également d'autres espaces ouverts au public.

Avez-vous constaté des échecs, des limites ou des non-engagements de la part des pouvoirs publics ? Avaient-ils conscience de faire un focus uniquement sur l'espace public au détriment de l'espace privé ?

Ce n'est pas exactement cela. Certes, les formes de violence dénoncées dans l'espace public aujourd'hui ont pendant longtemps été perçues comme allant de soi, une évidence contre laquelle on ne pouvait rien faire. Mais l'histoire récente montre que les pouvoirs publics se sont investis et luttent contre les violences envers les femmes, en se concentrant d'abord sur les violences dans le cadre de la famille, car toutes les statistiques démontrent que l'espace conjugal est le plus dangereux. Cela a donc été la priorité.

Au-delà des classes sociales ?

Ces statistiques montrent en effet que toutes les catégories sociales sont touchées. Par contre, toutes les couches sociales ne vont pas bénéficier de l'aide publique de la même façon. Dans les foyers, par exemple, on a une surreprésentation de victimes issues des milieux populaires, car au-delà d'un certain salaire, on n'a plus le droit de bénéficier de l'aide. On a donc ainsi des biais qui se construisent dans l'action publique, et qui font qu'on peut avoir l'impression que certaines catégories de la population seraient plus touchées.

Aujourd'hui donc, les choses évoluent, car l'accent est également mis sur l'espace public. C'est le reflet d'un changement de seuil : ce qui a longtemps été considéré comme naturel et évident apparaît aujourd'hui comme quelque chose qui n'est plus acceptable ni tolérable. Ces changements dans les représentations sont le résultat d'un travail de fond effectué par des femmes qui travaillent dans l'administration ou des femmes politiques, qui après une vingtaine d'années d'exercice, ont l'assise, la compétence de dire, d'affirmer et d'être entendues sur certaines causes, et donc d'agir. Et ne nous y trompons pas, le fait qu'on en parle beaucoup plus aujourd'hui ne veut pas dire qu'il y a plus de violence, mais qu'au contraire on les dénonce davantage, avec davantage d'effet.

Les violences faites aux femmes ont toujours existé. Elles font partie de ces faits sur lesquels l'opinion publique s'émeut régulièrement, un peu comme si on passait notre temps à « découvrir » ce phénomène. Dans les années 90, il y a un pic : une énorme recherche en Suisse sur les violences conjugales financée par le FNS, où l'on montre déjà que 10 % des femmes en couple sont concernées. Depuis, on n'a plus eu d'enquête. Et aujourd'hui, tout se passe comme si on redécouvrait qu'il y a des violences dans le couple, qu'il y a des violences sexuelles dans tous les milieux sociaux, dans les espaces professionnels, etc. Or cela fait plus de 40 ans que les militantes et les chercheuses ont patiemment décrit les multiples mécanismes des violences, tout comme leur forte prévalence.

Les pouvoirs publics agissent de concert et de façon plus prégnante sur l'espace public, mais au fond, constatez-vous une amélioration ou quelque chose de très stable en termes de violence ?

C'est très difficile de répondre, car les chiffres que l'on a ne concernent que des violences déclarées ou des violences recensées par la police. On n'a pas de grande enquête en population générale. Les chiffres concernent les violences déclarées. Ce que l'on peut donc vraiment affirmer, c'est que ce qui augmente, c'est la déclaration. Sociologiquement, cela souligne que les choses évoluent en termes d'égalité et d'indépendance des femmes. La question des violences dans l'espace public renvoie bien sûr à celle de la citoyenneté, tout comme à celle des usages légitimes de l'espace public. Le fait que les femmes déclarent plus montre qu'elles s'y sentent légitimes. Cette légitimité est mise à mal, certes, mais elles sont maintenant capables de le dénoncer et d'être entendues. C'est déjà énorme.

Vous avez travaillé sur plusieurs recherches, à Paris, en Chine, en Suisse. Avez-vous constaté des politiques différentes et en particulier à Genève ? Quelque chose de marquant ou qui vous a positivement surpris ?

Ce qui m'a marquée, c'est que j'ai commencé ma formation en France en m'intéressant aux politiques publiques, au travail de ce qu'on appelle aujourd'hui les *fémocrates*, c'est-à-dire des féministes qui sont dans l'administration ou dans des associations proches et qui ont la capacité d'agir en termes d'action publique. Il était évident, en France, que sur les questions relatives aux violences sexuelles et conjugales, la perspective féministe était centrale. Même détournée, même remise en cause, cette parole avait sa légitimité.

En 2012, j'ai commencé à travailler avec mes collègues Pauline Delage et Marta Roca sur une recherche sur les politiques suisses en matière de violences conjugales (*Contrer les violences dans le couple*, Antipodes, 2020). Là j'ai découvert, à mon grand étonnement, qu'en Suisse, on parle d'abord de violences domestiques et que derrière cette différence de dénomination, la parole féministe est marginalisée. Nous le montrons dans le livre, l'institutionnalisation de

la lutte contre les violences dans le couple s'est faite à la condition d'une forme de déperdition, de marginalisation du discours perçu comme trop féministe, trop militant et à la faveur d'une forme de symétrisation entre les formes de violences subies par les hommes et par les femmes. En revanche, quand il s'agit de couples de personnes étrangères, Faten Khazaei l'a bien montré, cette marginalisation de la perspective de genre est moins vraie. Les institutions ont tendance, dans ces cas, à analyser la situation en termes de pouvoir et de domination de l'homme sur la femme.

À mon sens, aujourd'hui en Suisse, la perspective féministe revient via les villes, via l'action municipale : par exemple celle de l'Agenda 21 à Genève. Il me semble que, désormais, les questions des violences de genre sont davantage prises au sérieux, mais il y a encore du travail, notamment dans la formation à donner aux divers acteurs et actrices qui les prennent en charge.

Quelle différence faites-vous entre les violences faites aux femmes et les violences de genre ?

La question des violences faites aux femmes émerge à la suite des mouvements féministes, grâce aux groupes de paroles où l'on a favorisé la parole des femmes, où l'on a montré que ce qui apparaissait comme des problèmes individuels étaient en fait des problèmes collectifs et relevaient de quelque chose de beaucoup plus large, de l'ordre du contrôle du corps des femmes et de la réaffirmation de la hiérarchie entre le masculin et le féminin.

L'avancée des réflexions en termes de genre a amené à s'intéresser aussi à d'autres groupes qui subissent des formes de contrôle et des rappels à l'ordre sexué, notamment les personnes homosexuelles ou trans*. Quand on parle aujourd'hui de violences de genre, c'est pour pouvoir traiter de toutes ces formes de violences qui servent à réaffirmer un ordre social sexué. Par ailleurs, le terme de violences faites aux femmes peut être ambivalent : à la fois on dénonce des formes de discrimination, mais on participe aussi à réessentialiser une soi-disant différence. C'est un enjeu très fort dans toutes les politiques publiques de lutte contre les violences faites aux femmes ou contre les violences sexuelles : ne pas ren-

forcer l'idée qu'il faut protéger les femmes parce qu'elles seraient plus vulnérables, mais au contraire favoriser leur accès aux droits.

À titre personnel, voyez-vous quelque chose qui se profile de manière positive, une accélération de la prise de conscience des politiques de tous bords ? Pensez-vous que maintenant, c'est fortement ancré et qu'on ne pourra plus reculer ? Que le droit aussi va permettre cela ?

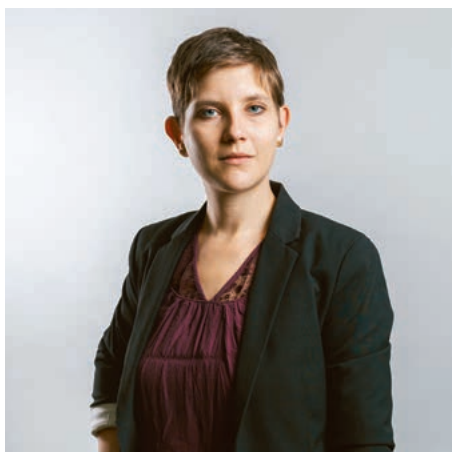
Quand le mouvement *MeToo* a commencé, je me suis dit, en vieille routière, qu'il y aurait encore une fois un pic, où tout le monde serait très ému de découvrir qu'il y a 10 % des femmes en couple qui subissent des violences, mais que cela retomberait comme un soufflé, comme d'habitude. Or, je dois admettre qu'on est face à un moment historique. Le mouvement *MeToo* a eu des répercussions effectives. On le voit avec les différents procès qui ont eu lieu, dans des formes de mises à pied qui ont pu exister, dans la réception faite aux témoignages de femmes. Il y a quelque chose de nouveau qui se passe, des normes qui se renégocient.

Il faut absolument profiter de ce mouvement pour aller plus loin politiquement : former les différents professionnels de la justice ou les différents acteurs qui agissent ou qui peuvent être amenés à traiter les violences et le sexisme, que ce soit à l'école, à l'université, dans l'administration ou dans les entreprises. Renforcer l'arsenal législatif ne sert à rien si on ne travaille pas sur les représentations de ceux et celles qui mettent en œuvre le droit et les politiques publiques.

DÉCADRÉE

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

VALÉRIE VUILLE



Valérie Vuille a fondé l'association Décadrée en 2016, afin de promouvoir une presse plus égalitaire et afin de dépasser les stéréotypes de genre. Elle nous présente l'association et son parcours.

Valérie Vuille, pouvez-vous vous présenter et raconter votre parcours ?

Je suis née à Fribourg et je vis à Genève depuis maintenant 5 ans. Je suis venue ici afin de terminer mes études. J'ai commencé mon parcours universitaire par des études de lettres et de cinéma. J'ai toujours aimé la culture, lire, aller au cinéma et au théâtre. J'ai notamment fait beaucoup de théâtre et de danse. C'est à ce moment-ci que j'ai découvert le journalisme avec une première expérience à l'*Auditoire*, le journal des étudiant-es de l'Université de Lausanne. Après mon bachelor, j'avais besoin de ramener la culture dans la société, d'avoir les clefs pour comprendre la société et considérer le produit culturel, comme le témoignage d'une société. J'ai commencé un master à Berne en *cultural analysis* avec une *minor* en études genre. Ça a été le coup de cœur, et je suis venue à Genève pour terminer mon master entièrement en études genre. J'ai fondé Décadrée en 2016 dès la fin de mon

master. C'était à nouveau une manière pour moi de concrétiser mon engagement et agir pour l'égalité.

**Pouvez-vous décrire Décadrée ?
Que faites-vous et pourquoi ?**

À Décadrée, nous travaillons afin de promouvoir et de sensibiliser à l'égalité dans les médias. La presse, la langue, la publicité et tout ce qui nous entoure, nous impacte au quotidien. Ils nous construisent. Enfant, en tant que fille, j'ai grandi avec l'image de la princesse, puis avec l'image de la jeune femme qui se fait agresser dans la rue et de la bonne mère de famille qui tient parfaitement son intérieur. Je l'ai vu dans les dessins animés, dans les livres, dans les séries, mais aussi dans les magazines et dans les quotidiens. Aujourd'hui, malgré mes études et mon recul, j'ai encore du mal à me défaire de ces représentations. Imaginez donc leur impact ! C'est simplement cela que nous voulons déconstruire à Décadrée. Construire les bases d'une société égalitaire en permettant à chacun et à chacune de se construire avec des représentations et des modèles égalitaires.

Nous agissons pour cela en sensibilisant et en formant. Le premier projet que nous avons monté est un web-journal. C'est un espace de formation et d'expérimentation pour des jeunes qui souhaitent s'interroger sur l'égalité. Articles, illustrations, BD, tables rondes et maintenant formations sont montées, notamment grâce à notre rédactrice en chef, Julie Bianchin, et à toute une équipe de bénévoles formidables. Un autre pôle de Décadrée travaille afin de sensibiliser les professionnel·les et les former à ces questions. Nous mêlons à chaque fois la recherche et la formation. En ce moment, nous menons un projet de formation sur l'écriture et la communication inclusive, un projet sur les publicités en Ville de Genève ainsi qu'un projet sur la couverture presse des violences sexistes. Ouvrir le débat, discuter avec chaque acteur et actrice, trouver de nouvelles solutions et faire avancer ensemble le combat pour l'égalité. Voici ce que nous faisons tous les jours à Décadrée.

**Pensez-vous qu'il existe
un journalisme féminin ?**

C'est une question délicate, mais très intéressante. Je pense qu'il faut d'abord poser

que, pour moi, il n'existe pas de différence essentielle entre les hommes et les femmes. Par contre, nous ne pouvons pas nier que nous sommes socialisé-e-s différemment. Dès l'enfance, on nous impose un genre et on nous élève dans celui-ci. Ces différences sont parfois invisibles mais impactent beaucoup. N'avez-vous jamais entendu une personne dire à une petite fille d'être sage, de ne pas dire de gros mots parce que « ce n'est pas beau dans la bouche d'une fille » ? Plus tard, elle va faire de la danse et apprendre à maîtriser son corps. Au contraire, les garçons dans la cour de l'école jouent au foot et prennent leur place dans l'espace. Ces différences continuent à l'âge adulte. C'est pour cela que l'on peut dire que les femmes et les hommes ont des expériences différentes, un regard différent sur le monde. Cette expérience-là est aujourd'hui considérée comme un apport important dans les entreprises et je pense que c'est aussi le cas dans la presse. C'est cette expérience, ce regard, que les femmes peuvent apporter à la presse. Notre société dans son ensemble est construite pour et par des hommes. En amenant leur regard, elles peuvent la questionner, mais pour cela il faut qu'elles aient aussi fait un pas un arrière et déconstruit les représentations dans lesquelles elles ont grandi.

**Pourquoi est-ce important d'utiliser
l'écriture inclusive ?**

Lorsque vous construisez une maison, quels outils utilisez-vous ? Des outils précis ou des outils sur lesquels il manque des chiffres ? Avec la deuxième option, j'ai peur que les fondations de votre maison ne tombent rapidement. C'est exactement la même chose pour l'écriture inclusive. La langue est l'outil qui nous permet d'échanger, de construire nos pensées et notre société. Nous l'utilisons au quotidien pour des gestes simples, comme complexes ; pourtant la langue française est imprécise et ne représente pas la société dans son ensemble. Il manque des chiffres dans notre langue, il manque en fait 50 % de la société. Avec l'écriture inclusive, nous construisons des fondations solides pour une société égalitaire. Bien sûr, par la suite, il nous faudra mettre les briques, les tuiles, construire le toit et aménager la maison pour qu'elle devienne un foyer, mais elle n'a aucune chance de pouvoir atteindre cette étape sans des fondations solides.

DE QUEL BOIS SE CHAUFFE LA BÛCHE?

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

FANNY VAUCHER
& LÉANDRE ACKERMANN



Fanzine collectif initié en 2015 sur la base du constat que la bande dessinée est encore un milieu massivement masculin, La bûche a pour objectif de visibilité et faire se rencontrer des dessinatrices de Suisse romande pratiquant la BD. Fanny Vaucher et Léandre Ackermann, membres de l'équipe de coordination de La bûche, nous disent de quel bois elles se chauffent.

Quelle a été votre motivation de créer un fanzine uniquement féminin ?

Fanny Vaucher et Léandre Ackermann : L'idée derrière la non-mixité a été un croisement de la prise de conscience que les créatrices de BD romandes ne se connaissaient quasiment pas entre elles, et du désir d'avoir un espace où partager nos expériences spécifiques en tant que femmes dans ce milieu. Il y avait donc à la fois l'objectif de créer un réseau et de visibiliser les autrices.

Comment La bûche a-t-elle été accueillie dans le milieu de la BD ? Hors de ce milieu ?

Le projet a été super bien accueilli par les autrices, qui ont, presque à l'unanimité, tenu à y contribuer, malgré le fait que c'était entièrement bénévole. Dès le début, ça n'a pas seulement été une publication de fanzine, mais des rencontres en chair et en os, et des projets parallèles développés. Il y a eu un grand enthousiasme. Et très vite, nous avons reçu beaucoup de propositions de participation. Il était difficile de faire des choix, d'une publication à l'autre. Nous avons essayé de trouver à chaque fois un équilibre entre les différents styles et degrés d'expérience des contributrices. L'ensemble du milieu suisse l'a aussi très bien accueilli, sûrement parce qu'il n'existait rien de tel. À la même période, nous avons vu aussi la fondation du Collectif des créatrices de bande dessinée contre le sexisme dont la mobilisation a initié le fameux scandale du festival d'Angoulême. En 2016, il n'y avait eu aucune artiste femme nommée pour le Grand Prix. Il y a donc eu de nombreuses prises de conscience autour de ces problèmes en Suisse aussi. Dès notre création, nous avons collaboré avec les festivals locaux. Nous étions aussi en lien avec les institutions culturelles. Directement, le projet a dépassé la simple dimension de fanzine pour devenir un collectif informel et un réseau.

Après plus de 5 ans d'existence, quel est votre regard sur La bûche ? Avez-vous atteint les objectifs que vous vous étiez fixés au début de cette aventure ?

Au tout départ, l'idée était uniquement de faire un fanzine collectif et de voir ce que ça pouvait donner, sans pression aucune de poursuivre. Après presque six ans, le chemin parcouru est vraiment au-delà de toute espérance : un réseau très solidaire et amical s'est constitué. Il a vraiment changé la vie de pas mal d'entre nous, pour tout ce qui concerne notre pratique. Il nous a fait sortir de nos solitudes, nous a rendues plus fortes et confiantes. Pour l'anecdote, plusieurs jeunes dessinateurs de BD nous disent qu'ils jalourent ce collectif informel et aimeraient beaucoup se faire passer pour des femmes pour en être !

Autour des publications, il y a eu de très nombreux hors-séries, événements publics, ateliers, collaborations, expositions et projets divers, qui ont permis à chaque «bûcheuse» intéressée de participer ou de prendre en charge les tâches qui lui convenaient. Pour certaines débutantes, ça a été carrément une forme de tremplin. Pour d'autres, un précieux apprentissage «sur le tas» des travaux de gestion, d'organisation, de coordination, d'édition...

Avez-vous le sentiment que la place des femmes évolue positivement aujourd'hui dans le monde de la BD ? Quelles sont les revendications principales pour atteindre l'égalité ?

Le monde de la BD n'est pas isolé du reste du monde, il n'est ni plus ni moins sexiste. Il bouge donc avec le reste de la société. Depuis notre création, nous avons vu les choses avancer, à tel point que nous avons dû adapter notre petit texte descriptif, qui partait d'un constat plus négatif, pour mieux rendre compte des évolutions en marche. Les acteurs hommes de ce milieu



sont allés de l'avant avec nous. Les différentes mobilisations de femmes leur ont fait prendre conscience de certains problèmes. Il n'empêche que certaines revendications doivent encore être beaucoup répétées et longuement expliquées avant d'entrer pour de bon dans les consciences, sans parler de les appliquer... Grosso modo, les revendications pour l'égalité, en BD, restent donc les mêmes que dans les autres domaines de création (la visibilité des créatrices, la parité dans les jurys et commissions, l'égalité de rémunération, notamment).

Pensez-vous que la bande dessinée peut modifier les rapports de force dans notre société, si oui de quelle manière ?

Ce qui est sûr, c'est que la BD est un médium dont le public ne se lasse pas, bien au contraire, et qui, depuis plus d'une décennie, explose dans la direction du documentaire, du «réel». Le succès de créations comme *La Revue dessinée*, en France, en est la preuve, et a pour but de donner à lire une information critique et engagée. Comme pour certaines de nos publications, la BD peut traiter du réel avec le prisme du féminisme, par exemple, ou participer à d'autres luttes de justice sociale. Dans ce sens en tout cas, et sans aller jusqu'à dire qu'elle peut modifier les rapports de force, la BD peut avoir un impact sur la société, oui...

Un ouvrage collectif a été réalisé à l'occasion de la grève des femmes du 14 juin par vos soins : quel a été l'accueil concernant cet ouvrage ?

Époustouflant ! Il ne rassemblait que quelques pages de BD-reportage réalisées en moins de 24 heures la veille de la grève et distribuées le jour même aux grévistes. Il a immédiatement été épuisé et, face à la demande, nous en avons fait une réimpression, qui est également partie très vite en librairies et sur nos stands. De nombreuses grévistes semblaient très touchées d'avoir

une trace matérielle de cette journée si forte. Pour nous, c'était une expérience vraiment unique.

Comment se dessine l'avenir pour *La bûche* ?

Depuis l'automne passé, nous avons changé la formule avec une grosse publication thématique («porosité» pour cette fois), accompagnée de plusieurs petites publications (les *bûchettes*) qui réunissent chacune un binôme de contributrices. Nous allons donc poursuivre dans cette direction... Notre désir est aussi, à partir de cette année, de renouveler l'équipe de coordination, qui a beaucoup donné ces six dernières années. Nous voulons élargir le réseau informel à toute créatrice de BD qui a un lien avec la Romandie, indépendamment du fait qu'elle ait ou non déjà publié dans nos fanzines. Ainsi, chacune pourra bénéficier des opportunités qu'offre le réseau ; et les activités de publication seront plus indépendantes, sans pression sur la nouvelle équipe de coordination.

www.la-buche.ch

REGARDS D'ELLES

KARELLE MÉNINE,
AUTEURE, ARTISTE



Karelle Ménine est une auteure et artiste franco-suisse. Son travail s'articule autour de notre relation à la littérature et au langage, notamment via des performances, des installations urbaines et des ouvrages dédiés à ces questions.

Précision de l'auteure : dans le présent document, le genre féminin est utilisé au sens neutre et désigne les hommes autant que les femmes.

On ne regarde pas au hasard. On ne regarde pas depuis nulle part. On regarde à partir d'un feu, au fond de nous, qui nous éclaire et s'abreuve en un même instant. On ne regarde jamais nue, en dehors de ce voile intime, social et culturel, qui nous habille toutes. On regarde avec la chair, le souffle, le désir, que l'on accepte ou que l'on refuse. Désir de voir ailleurs, de voir autrement, de voir entièrement. On ne regarde pas le monde : il nous regarde et nous l'accueillons, curieuses de le comprendre. Il arrive alors parfois que l'on tente de le partager, tel qu'on la vu. Pour cela, on se saisit parfois d'un langage, outil que l'on taille minutieusement au plus près de cette quête de réalité qui nous obsède et nous échappe. Ou plutôt : un langage nous saisit, qui nous aide à avancer debout.

À quoi ça tient un être humain ? À quelque chose de travers, dont il s'agit de faire équilibre ; dont, de poussière, il s'agit de faire rêves. C'est ainsi que l'on regarde, fragiles et fortes à la fois de ne savoir pas mieux regarder ce qui nous entoure que celui ou celle qui marche à nos côtés ou contre nous. C'est ainsi que l'on résiste lorsque le ciel s'obscurcit. En regardant à partir d'un langage capable de l'éclaircir.

On ne crée pas au hasard, pas autrement qu'à partir de l'endroit où l'on vit. Cela participe de notre perception des choses, le territoire qui nous accueille. Il est donc intéressant d'ajouter à la dimension du regard, la dimension d'un espace. La Suisse, terre de singularités et de diversités, a participé à l'ensemble des mouvements artistiques importants du XX^e siècle, notamment en photographie. Mais lorsqu'on fouille dans

les archives iconographiques une chose surprend : nombre d'images du début du siècle non signées sont notées : «auteur inconnu». Des êtres ont donné, mais l'histoire a oublié qui ils étaient et l'absence du féminin dans ces notes laisse perplexe. Un auteur, inconnu, pouvait être une auteure mais le masculin efface d'entrée de jeu cette probabilité et, de fait, elle nous échappe. Nous savons pourtant que dans la plupart des studios photographiques les femmes assistaient leurs maris, leurs collègues, cadrant le sujet, ajustant les lumières, enclenchant parfois seule l'appareil. Nous savons aussi que dans toute l'histoire de l'art les femmes ont nourri de leurs questions et approches le travail de leurs compagnons ou collègues. Parfois même jusqu'à en être la source de réflexion et d'inspiration première. Mais c'est un endroit d'invisibilité supplémentaire pour les artistes que d'être une femme. Ce fut même, et si longtemps, un panneau d'interdiction placé sur la porte de l'Art.

Interroger le regard des femmes, ce n'est pas générer une pratique, quelle qu'elle soit. C'est acter que la façon dont les femmes s'emparèrent de la littérature, de la peinture, et dès ses débuts du médium photographique, à des fins artistiques, professionnelles ou personnelles, fut enrichie de leurs difficultés et de leurs libertés. C'est rappeler que qui est femme regarde son époque de cette place, qu'elle soit confortable ou non. Et que la femme fut et reste l'être le plus regardé. Si l'homo sapiens sapiens a, dans sa pratique d'un art figuratif, majoritairement représenté des femmes - objet de sexualité avant tout - il n'a sculpté le plus souvent que des femmes sans visages. Leurs corps,



seuls, comptaient. Cela n'empêcha pas les femmes de voir le monde et de le penser. D'avoir, au fil des millénaires, un visage regardant. Mais ce regard devint donc le leur. Le nôtre.

Aussi, pourrait-on avancer qu'il existerait, en Suisse, un langage féminin de l'image ? Et qu'il serait particulier ? Pourrait-on découvrir entre les femmes auteures et photographes qui ont vécu et travaillé ici, des alliances, des similitudes, ou au contraire des contradictions, qui les associeraient ? Ce langage de l'image - langage écrit et langage photographique, tous deux étant des tentatives de saisir un fragment de temps - a-t-il développé une façon de regarder le monde singulière, parce que porté par des femmes ? Des femmes vivant en Suisse ? Faut-il se demander si les femmes regardent le monde différemment parce que sexuellement femmes, ou parce que socialement déterminées comme telles ?

Le critique et historien de l'art Abigail Solomon-Godeau - je ne choisis évidemment pas ici un critique masculin par hasard - souligne que les femmes photographes d'avant-garde ont souvent mené « une vie hors du commun, se dérobant aux arrangements domestiques conventionnels », se détachant de tout enfermement sexué et déterminé, et que « la pratique photographique féminine qui invite le plus à détecter dans l'image une subjectivité marquée par le genre serait l'autoportrait, ou plus précisément l'autoreprésentation ». Les femmes peintres, écrivains, photographes, ont directement interrogé la notion d'identité. Elles ont cherché à bousculer les modes de représentations, recadré la féminité et rele-

vé le regard face à l'objectif (face à qui les regardait : l'homme et la société) là où il se devait le plus souvent d'être modeste et discret. Elles ont ainsi fait face à la subjectivité de chacun d'être un homme ou une femme, de lire et traverser le monde au plus près de soi. De quêter la liberté d'être, et non simplement la liberté d'agir.

On ne décroïsonne pas notre façon de regarder en un geste. Cela prend du temps. Détacher notre regard de la façon dont nous avons appris à regarder nécessite un déplacement. Fermer les yeux, puis les rouvrir, différemment. C'est ce que bon nombre de femmes artistes suisses ont tenté de faire. Parfois qualifiées de voyageuses, d'aventurières, d'iconoclastes, elles étaient avant tout en quête d'autre chose, d'une autre façon de lire, d'écrire, de représenter le monde qu'elles n'arpentaient que pour interroger ce que « vivre » pouvait bien signifier. Parfois inconnues, parfois célébrées, elles ont développé des langages spécifiques. C'est à cet endroit qu'il s'agit désormais de plonger, afin d'en extraire non des réponses, mais des regards.

www.karellemenine.net

Karelle Ménine est une auteure et artiste franco-suisse. Son travail s'articule autour de notre relation à la littérature et au langage, notamment via des performances, des installations urbaines et des ouvrages dédiés à ces questions. Elle enseigne la sémiologie de l'image au CFPARTS de Genève. Commissaire de l'exposition « Isabelle Eberhardt, de l'une à l'autre » présentée à la Maison Tavel en 2019, elle prépare pour 2021/2022 une exposition autour de cette notion de langage de l'image au féminin en Suisse. Son essai « La Pensée, la Poésie et le Politique » sera présenté à La Comédie Française du 29 avril au 17 mai prochains et elle est, en tant que dramaturge, associée au Théâtre Le Poche pour la saison 2020/2021. Elle est artiste associée à Karwan-Cité des Arts de la rue de Marseille et travaille actuellement à deux grands projets de littérature dans l'espace urbain : « Epicarpe fauve » (Marseille) et « Cadavres exquis » (Nantes).

LECTURES

FÉMINISTES

Les livres, podcasts, films, sont une source inépuisable pour se construire une vision du monde, renforcer ses intuitions politiques, questionner et dénoncer les inégalités. Causes Communes propose ici quelques critiques d'ouvrages. Si, en plus de faire réfléchir, cette petite sélection invitait chacun-e à aller acquérir un de ces ouvrages dans une librairie indépendante de Genève, nous en serions comblé-e-s.

Sorcières, la puissance invaincue des femmes

Mona Chollet

Zones, La Découverte, 2018

Pourquoi convoquer la figure de la sorcière en pleine percée d'un renouveau féministe ? Cet essai captivant de la journaliste et auteure genevoise Mona Chollet, que j'ai même relu pour cette critique de *Causes Communes*, m'a tout simplement envoûtée (facile). Il ne faut pas s'arrêter au titre de l'ouvrage, il y est question de bien plus que les mouvements de sorcellerie 2.0. L'objet de ce livre est bien tout ce qui dérange chez les femmes. Et quelle figure a mieux cristallisé depuis des siècles toutes les animosités, d'hommes comme de femmes, que celle de la sorcière ? Le parallèle entre sorcière et féministe à l'heure actuelle y est saisissant. Les chasses aux sorcières ne se sont en réalité jamais arrêtées, elles ont simplement changé de nom et de méthode. Tout au long de son essai, Mona Chollet tire ce fil rouge, qui commence par les procès en sorcellerie, les bûchers et massacres qui s'ensuivirent, ayant tristement entaché l'histoire de Suisse, et l'étire jusqu'à aujourd'hui, pour montrer à quel point les stigmates de l'époque qui touchaient les femmes célibataires, sans enfant, irrévérencieuses, vieillissantes sont toujours d'actualité.

Mais l'essai est pour toutes les femmes, avec ou sans enfant, jeunes comme moins jeunes, en couple comme célibataires. Et c'est bien là le propos : en nous dressant les unes contre les autres, en définissant des canons de ce que doit être ou ne pas être une femme, il n'y a qu'un seul gagnant : le patriarcat. Il est dans ce livre question de plusieurs procès : le procès fait aux femmes indépendantes, ou ayant des velléités d'indépendance telles que les veuves et les célibataires ; le procès des femmes n'ayant pas d'enfant, par choix ou par fata-

lité, ou celles qui en ont mais regrettent d'être mères ; le procès des femmes qui mûrissent, moins « dociles », moins lisses, aux cheveux blancs, qui deviennent invisibles au fil des années ; et enfin le procès des femmes qu'on a assignées à des rôles d'indécrottables têtes de linotte, qu'on soigne à la dure, avec les moyens du bord, même si ça fait mal ou que ça file le cancer, et de celles qui prodiguent des soins comme les sages-femmes (et les sorcières en leur temps), comme de celles qui accouchent.

Ma lecture m'a rappelée celle des bandes dessinées de Liv Stromquist, notamment *l'Origine du monde* : cette obsession malsaine de mater les femmes, de se construire en opposition, ce désir de contrôle ou d'asservissement... Le même sentiment m'a parcouru, après avoir refermé le livre : nous fichera-t-on un jour la paix ? Les hommes ont également tout à gagner à lire Mona Chollet, tant son propos est éclairant et lumineux.

La pensée, la poésie et le politique, Dialogue avec Jack Ralite

Karelle Ménine

Les Solitaires Intempestif, 2015

On avait été marqué par l'installation monumentale de Karelle Ménine *La Gardienne* dans le parc La Grange cet été à l'occasion d'un premier août plaçant l'égalité femme-homme au premier plan. *La Gardienne* était dépositaire des pensées de femmes ayant contribué au développement de Genève et de la Suisse. On avait retrouvé avec plaisir dans les plis et replis de sa robe entre autres Isabelle Eberhardt, Grisélidis Real, Ella Maillart, Jeanne Hersch, Corinna Bille, Alice Rivaz, Agota Kris-



tof, Mary Shelley ou Niki de Saint-Phalle. On était resté de longues heures à regarder onduler ces mots. Quelques mois plus tard, on retrouve Karelle Ménine. La sculpture de sept mètres de haut et de 4 tonnes a laissé place à un petit carnet noir où ondule une fine écriture. Mais la même trame relie ses travaux : la passion de la littérature, donc du langage. Mais pourquoi langage politique et poétique seraient-ils séparés ? Parce qu'il y a le risque, quand les mots ne signifient plus rien, quand ils deviennent comme des fraises de janvier sans saveur ni parfums, d'une perte de confiance et de sens dans ce qu'ils représentent. La rencontre entre Karelle Ménine et Jack Ralite ministre, député, sénateur, maire d'Aubervilliers, communiste singulier (j'écris le mot *communismthme* avec *th*, comme un isthme), passionné de théâtre, créateur des États généraux de la Culture, ne pouvait que produire de la saveur et du sens. Un livre, donc. Décédé en 2017, Jack Ralite se découvre à travers les mots de Karelle Ménine. Karelle Ménine se découvre à travers Jack Ralite. Tous deux défendent l'importance de la culture comme ferment de cohésion sociale. Tous deux nous aident et nous amènent à une réflexion fondamentale sur la puissance du langage. Comment nomme-t-on, comment se parle-t-on ? *La pensée, la poésie et le politique* est un livre nécessaire. De cette nécessité sensible dont on a besoin dans les moments de pessimisme. Dans les moments d'optimisme, elle nous fait vibrer. Il en suffit de très peu pour soulever toute une société. Voilà peut-être établis les rôles du langage, de la culture et de la politique : faire lever la société ! Voilà la nourriture que l'on a trouvée dans ce livre et que l'on puise dans le travail de Karelle Ménine : un renforcement pour notre optimisme et nos engagements. Nous ne sommes pas condamné-e-s aux abus de langage des commerciaux ou aux fraises blanches de janvier.

La pensée, la poésie et le politique de Karelle Ménine et Jack Ralite conçu et interprété par Christian Gonon sera joué à la Comédie Française du 29 avril au 17 mai. Un voyage à ne pas manquer.

Lesbos, la honte de l'Europe

Jean Ziegler

Seuil, 2020

En mission pour l'ONU, Jean Ziegler s'est rendu en mai 2019 à Lesbos. Son livre est un cri du cœur. L'île grecque abrite le plus grand des cinq centres d'accueil de réfugié-e-s en mer Égée. Plus de 18'000 personnes y sont entassées dans des conditions indignes. Le droit d'asile y est nié par l'impossibilité de déposer une demande. La promiscuité livre les plus vulnérables aux violences sexuelles. Ces réfugié-e-s sont originaires pour la plupart d'Irak, de Syrie, d'Afghanistan, d'Iran. Ils et elles ont fait témoignage à Jean Ziegler de leur trajectoire de vie faite de tortures, d'extorsions, de pillages, de naufrages, et pour les femmes de récurrentes violences sexuelles. Alors que la Suisse n'a pas cessé, depuis les succès de l'UDC, de stigmatiser les migrant-e-s, de restreindre son droit à l'asile et de durcir son appareil législatif pour enfermer et expulser les migrant-e-s, ce livre arrive comme un salutaire réveil. Il rappelle aussi que les femmes et les enfants qui fuient sous les bombes se voient accueillir par des navires de guerre de l'OTAN ou de Frontex qui n'ont aucunement mission de secourir les naufragé-e-s, mais de défendre les frontières européennes. Le mérite du livre de Jean Ziegler est de poser le cadre politique de cette ignominie. Il est aussi de nous rendre concrètement présent-e-s celles et ceux que l'Europe aimerait oublier. Sur-tout, de mettre en lumière les actes de solidarité et de soutien que quelques-un-e-s mènent à Lesbos, comme ailleurs, contre la dissuasion, le sexisme, la terreur.

Le féminisme pour 99 %

Cinzia Arruzza,
Tithi Bhattacharya,
Nancy Fraser

La Découverte, 2018

Les difficultés électorales des socialistes, rencontrées en Europe, en Suisse et à Genève, ont sans doute de multiples origines qui sont trop souvent confondues. Si, en France, Angleterre et Allemagne, l'adaptation peu ou pas critique des socialistes au libéralisme économique les a largement affaiblis voire discrédités, il n'en est pas de même en Suisse, ou à Genève, malgré certaines tentations. L'engagement des socialistes genevois dans les luttes contre les inégalités, contre les tentatives de démantèlement des acquis sociaux ne peut pas être mis en doute. Il en va de même pour les luttes en faveur de l'environnement, de l'égalité des droits femmes-hommes, des minorités LGBTIQ+. Et cependant les résultats électoraux ne sont pas à la hauteur de l'action politique.

Outre la question de la communication du parti, qu'a pointée Mathias Reynard, candidat à la coprésidence du PSS, pas toujours suffisamment accessible à toutes et tous, celle de l'articulation et de l'interdépendance de toutes ces luttes est à améliorer. Quelques exemples. Est-ce que la problématique de l'environnement est suffisamment structurée avec celle des droits sociaux ? On ne peut rester indifférent quand Piketty relève que ce n'est pas en ignorant les enjeux sociaux que l'on va sauver l'environnement. Badiou de son côté analyse que la crise de l'environnement est d'abord celle du capitalisme néolibéral. Et il semble bien difficile de lui donner tort. Par exemple, les Verts autrichiens, par leur choix récent de participer à une coalition avec les conservateurs et les nationalistes, illustrent ce danger, selon Piketty, de se «recroqueviller sur un électorat favorisé



et de permettre le maintien au pouvoir des conservateurs et des nationalistes». Il est intéressant que cette même tentation existe en Allemagne. En Suisse ? À Genève ? La question peut se poser.

Les mêmes interrogations se posent avec la lutte pour l'égalité des femmes et des hommes, pour la défense des minorités LGBTIQ+. Trop souvent il s'agit de luttes sectorisées en quelque sorte, même s'il est affirmé qu'elles sont liées aux luttes contre les inégalités sociales. Certes, mais comment ?

Le manifeste intitulé *Le féminisme pour 99%*, La Découverte, 2018, devrait retenir l'attention, car il présente une avancée sur ces questions d'articulation des luttes précitées (l'intersectionnalité au sens des études genre). Les auteures, Cinzia Arruzza, Tithi Bhattacharya, Nancy Fraser proposent une analyse marxiste de la situation américaine dont certains aspects peuvent nourrir la réflexion et surtout l'action des socialistes suisses. On retiendra aussi que la rhétorique du genre textuel «manifeste» favorise la radicalité et écarte les nuances nécessaires. Ces précisions effectuées, on ne peut que souligner l'intérêt de ce manifeste féministe.

Dès l'introduction, les auteures distinguent deux types de féminisme : l'un est libéral, l'autre progressiste. Pour incarner le premier, elles font référence à Sheryl Sandberg, directrice des opérations de Facebook, qui déclarait en 2018 (les citations sont en italique) :

Nous serions bien mieux loti-e-s si la moitié des entreprises étaient dirigées par des femmes et si la moitié des foyers étaient

dirigés par des hommes. [...] Les femmes ne devraient pas être satisfaites tant qu'elles n'auraient pas atteint cette cible.

À cette forme de féminisme, les auteures opposent celui des militantes de la grève féministe qui a paralysé l'Espagne le 8 mars 2018 et qui ont appelé à une société débarrassée des oppressions, de l'exploitation et des violences sexistes, et à la révolte, à la lutte contre le patriarcat et son alliance avec le capitalisme. Ces militantes ont été rejointes par plus de 5 millions de manifestants et de manifestantes. Elles croisèrent les bras et interrompirent toute activité productive et reproductrice le 8 mars, et n'acceptaient plus la détérioration de leurs conditions de travail ni d'être payées moins que les hommes pour le même travail.

Pour les auteures, ces deux conceptions du féminisme sont antagonistes. Le féminisme de la dirigeante de Facebook est à leurs yeux un auxiliaire du capitalisme qui rend l'exploitation au travail et l'oppression possible et partagée entre les hommes et les femmes de la classe dirigeante. Cette revendication vise à offrir l'égalité des chances de dominer les gens, au nom du féminisme. Qui pourrait être reconnaissant-e au fait que ses conditions de travail soient démantelées ou péjorées par une femme et non un homme ?

Ce manifeste de 90 pages comprend un certain nombre de thèses. Retenons-en deux. La deuxième consiste à faire un sort au féminisme libéral qui

plutôt que d'aspirer à abolir la hiérarchie sociale, vise à la diversifier en permettant à des femmes talentueuses d'atteindre le sommet. En considérant les femmes sim-

plement comme un groupe sous-représenté, ses promoteurs et ses promotrices cherchent à s'assurer que seules quelques âmes privilégiées peuvent accéder à des postes et des rémunérations équivalents à ceux des hommes de leur propre classe.

De cette façon, celles qui vont tirer bénéfice de ce féminisme sont *celles qui disposent déjà des avantages économiques, culturels et sociaux considérables. Toutes les autres restent coincées au sous-sol*. À l'opposé, les manifestantes espagnoles veulent en finir avec le capitalisme. Pour les auteures, les femmes sont à un carrefour. Une voie conduit à une planète ravagée. La seconde vise à un monde plus juste dans la répartition des richesses et des ressources naturelles. L'avenir est donc du côté des grèves féministes internationales porteuses d'espoir et non du côté de ce féminisme libéral.

La troisième thèse consiste à revendiquer un féminisme anticapitaliste capable de répondre à une crise historique dont

les caractéristiques sont l'effondrement du niveau de vie, la catastrophe écologique imminente, l'intensification des guerres, l'immigration de masse qui se heurte à la xénophobie et au racisme, le recul des droits sociaux et politiques.

Ce féminisme veut se concentrer sur les droits de la majorité : les femmes pauvres et les femmes de la classe ouvrière, les migrantes, et les racisées, les femmes queer, trans, en situation de handicap ainsi que celles encouragées à se considérer comme faisant partie de la classe moyenne alors même qu'elles sont exploitées par le capital. Mais un point important est que le fé-



minisme ne se limite pas à des problèmes de femmes, il veut soutenir toutes celles et tous ceux qui sont exploité-e-s, dominé-e-s et opprimé-e-s. Pour les auteures, c'est le féminisme pour les 99 %. Elles rappellent :

La légalisation de l'avortement légal ne représente pas grand-chose pour les femmes pauvres et les ouvrières qui n'ont ni les moyens ni la possibilité d'accéder aux cliniques. De la même façon, pour les femmes les plus pauvres, l'égalité salariale ne peut que signifier l'égalité dans la misère.

Elles considèrent aussi que les lois réprimant les violences de genre peuvent être des supercheries si elles ferment les yeux sur le sexisme. L'émancipation par la loi reste formelle si elle ne comprend pas des droits concrets, soit *des services publics, des logements sociaux et des financements qui permettent aux femmes de quitter un foyer ou un emploi dans lesquels elles sont victimes de violences*. Le manifeste conteste la justesse des réponses apportées par le féminisme traditionnel aux violences de genre, notamment celles qui revendiquent la criminalisation et la punition qui s'applique en premier aux hommes racisés et aux plus pauvres, tout en laissant leurs homologues en col blanc libres de violer et de battre.

Pour les auteures, la situation actuelle est une crise de l'organisation sociale tout entière dont la source est le capitalisme dans sa forme aiguë et prédatrice que nous vivons aujourd'hui : *global, financiarisé et néolibéral*. Ainsi, il n'est pas surprenant que des partis politiques soient écartés quand ils défendent le néolibéralisme, la thèse du ruissellement, celle du premier de cordée, la flexibilité du travail. Par conséquent, le

féminisme à 99 %, avec d'autres forces politiques, doit investir cet espace politique qui intéresse aussi des adversaires dangereux : des mouvements d'extrême droite, des populistes, des démagogues qui s'engagent à améliorer le sort des uns et des autres ; mais sous certaines conditions racistes, nationalistes, religieuses ou encore par le blocage de l'immigration, la restriction des droits des femmes, les discriminations des personnes racisées et des minorités sexuelles. Et les féministes doivent veiller à ne pas suivre les sirènes néolibérales qui espèrent qu'elles deviendront plus raisonnables et renonceront à des projets pour une société plus égalitaire alors que s'ouvre une fenêtre de changement social. *Il s'agit d'être à la recherche de nouvelles idées, de nouvelles organisations, de nouvelles alliances.*

L'exemple de Coca-Cola s'engageant dans la votation du 9 février en faveur de la loi contre les discriminations illustre l'actualité du manifeste qui rappelle que :

Le capital n'est plus formellement opposé aux formes de genre et de sexualité queer ou non cis, les grandes entreprises ne se focalisent plus sur une seule et unique norme de famille ou de sexualité et beaucoup d'entre elles souhaitent permettre à leurs employés de vivre en dehors de familles hétérosexuelles mais à la condition qu'ils ou elles rentrent dans le rang sur leur lieu de travail comme au centre commercial.

De la même façon, à propos des questions écologiques, le manifeste insiste sur la nécessité d'intégrer les luttes et s'oppose ainsi à des courants écologistes traditionnels. Si les mouvements féministes refusent de séparer les questions écologiques et celles

liées à la reproduction sociale, ils seront une forte alternative anticapitaliste contre ceux qui soutiennent en fait un « capitalisme vert » dont la priorité est l'enrichissement sous le couvert de l'écologie.

Bref, ce manifeste pose frontalement un certain nombre de questions ; il est intéressant dans la mesure où il illustre la nécessité d'articuler les luttes. Il pourrait stimuler la réflexion des mouvements féministes et des partis politiques, dont le Parti socialiste.



LES SOCIALISTES



SOLIDAIRES
ET ENGAGÉ·E·S

15 MARS 2020
VOTEZ
FAITES VOTER
LISTE 1



ÉLECTIONS MUNICIPALES
15 MARS 2020

CAUSES
COMMUNES

